



CSRD : anticiper et valoriser son rapport de durabilité

Groupe de Travail Reporting RSE



Lien vers le replay



Programme

Actualité réglementaire : point Omnibus

Gérard Schoun | Fondateur de RSE France, APAVE (co-président du GT RSE/ESG)

Présentation d'un outil de benchmark de rapports extra-financiers

Valérie Houdyer | Directrice Générale, RSEDATANEWS

Retour sur l'étude « CSRD 2025 : ce que révèle la première vague de reporting de durabilité»

Vanessa Azar | Director, Centre d'Excellence ESG, KPMG France

Créer de la valeur grâce au reporting

Philippe Raffin | Vice-président, LINKUP

Retours d'expérience d'entreprises

Sébastien Godefroit | Non-Financial Reporting Officer, FDJ United

Geoffroy Kohler | Directeur Gouvernance, Risques & Compliance, LISI GROUP



Actualité réglementaire : point Omnibus

Gérard Schoun | Fondateur de RSE France, APAVE (co-Président du GT RSE/ESG)

#1

Informations Omnibus



Deux reports majeurs
sont actés :

+ 2 ans

pour les entreprises
des **vagues 2 et 3**

+ 1 an

pour la directive **CSDDD**

Allègements pour les
obligations de vérification

Dépénalisation de l'absence de
nomination d'un CAC ou OTI

Suppression du délit d'entrave à
la certification des informations
de durabilité

Phase-in de 3 ans

Applicable aux informations à
mise en œuvre progressive de
l'annexe C (ESRS 1)

In fine :

- Une révision attendue des normes
ESRS par l'EFRAF avant le 31 octobre
2025
- Un espace de respiration
- Une occasion de se concentrer sur
une stratégie ESG pertinente et à
valeur ajoutée



all dates as of 2 May 2025

EFRAG : plan initial de travail de simplification des ESRS

1 Collecte de données auprès des parties prenantes :

- **Appel public à contributions** lancé le 8 avril
- Des **entrevues** auront lieu en avril et en mai avec des préparateurs, des auditeurs, des associations commerciales, des investisseurs et des agences de notation.
- Des **ateliers** seront également organisés avec des organisations de la société civile et des universitaires, ainsi qu'avec des normalisateurs nationaux

2 Etablir une vision sur des leviers actionnables pour une simplification substantielle (date cible : mi-mai/fin mai)

- **Révision de la présentation et de l'architecture - y compris la clarification de la matérialité**
- S'attaquer aux dispositions les plus difficiles.
- Instaurer des allégements généraux du fardeau
- **Réduire considérablement le nombre de points de données requis (« doit »),**

3 Analyse des rapports émis et d'autres sources

4 Rédaction d'exposés-sondages

- Approbation des exposés-sondages d'ici juillet

5 Publication des exposés-sondages et réception des commentaires : consultation publique ou commentaires ciblés

- Publier les énoncés d'urgence pour l'ESRS révisé d'ici la fin du mois de juillet.
- Les commentaires doivent être recueillis par l'un des moyens suivants :
 - a) procéder à une consultation publique de trente à quarante jours, à compter du 1er août ; et/ou
 - b) deux semaines d'une dizaine d'événements au début de septembre d'activités structurées de consultation du public fondées sur les exposés-sondages.

6 Finalisation et fourniture des conseils techniques à la CE

- De nouvelles délibérations de l'EFRAG SRB et de l'EFRAG SRTEG
- Approbation et émission de l'avis technique sur les projets de modifications à l'ESRS (**octobre 2025**)

#2

Qui a dit
(à propos de la CSRD) ?



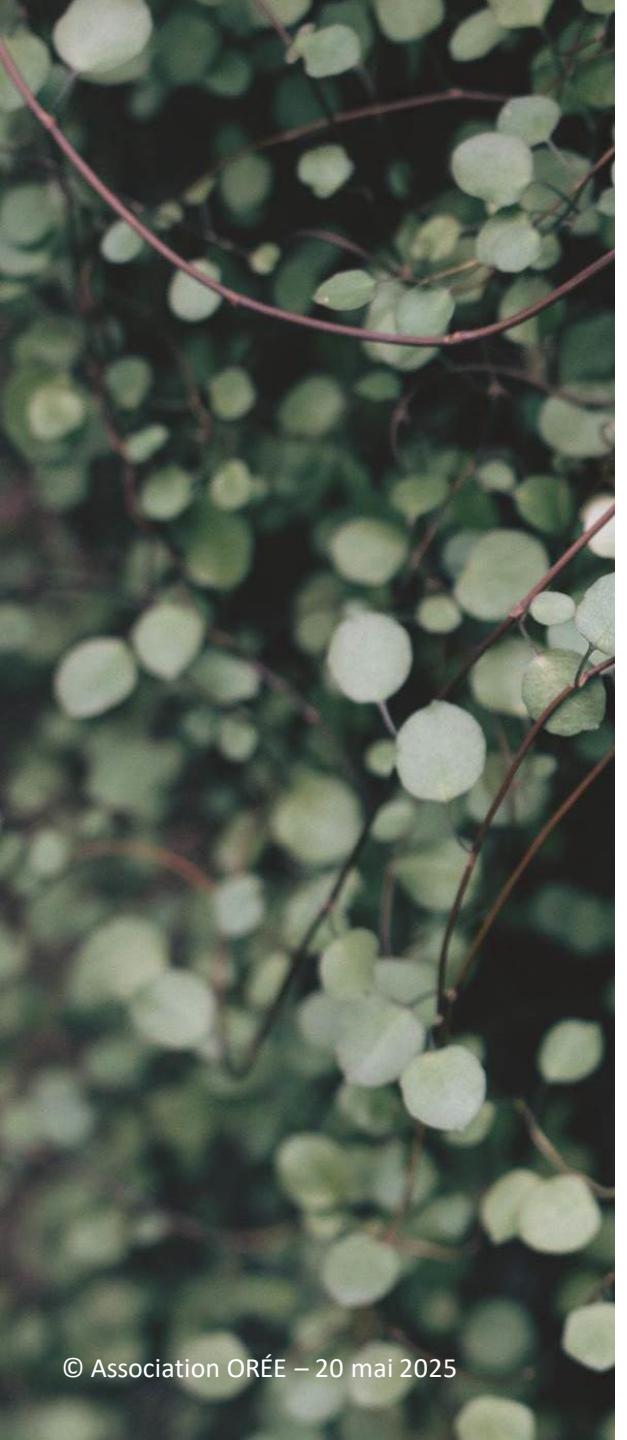
- 1 « Il ne s'agit pas d'une surcharge administrative, mais d'un outil de pilotage stratégique face aux transitions en cours. »
- 2 « Un reporting de durabilité solide est aussi important pour les petites et moyennes entreprises de taille significative. »
- 3 « L'harmonisation du reporting, plutôt que des collectes de données fragmentées, permet de réduire les coûts de conformité inutiles. »
- 4 « Un cadre de reporting extra-financier bien calibré est essentiel pour que les acteurs de marché comprennent et évaluent les risques financiers liés à la durabilité. »
- 5 « Une approche harmonisée permet une compréhension globale des risques et opportunités, au bénéfice des entreprises, des marchés et des décideurs publics. »
- 6 « Un reporting fragmenté ou volontaire ne permet pas de détecter les risques systémiques ni d'assurer une répartition efficace du capital. »

Réponse : la Banque Centrale Européenne

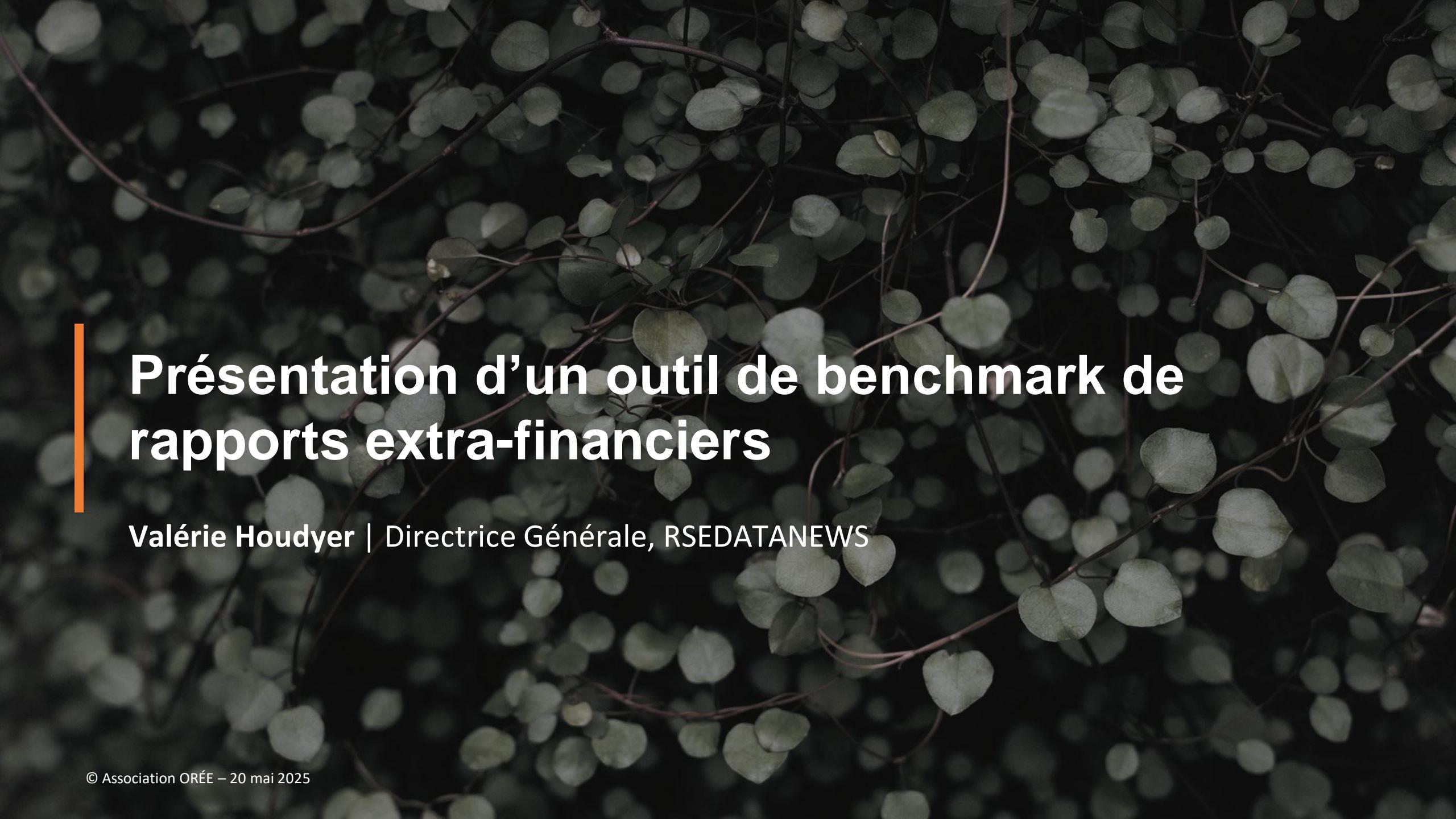
Toutes ces citations sont extraites de l'avis officiel rendu par la Banque Centrale Européenne le 8 mai 2025, dans le cadre de la consultation sur la proposition de directive "Omnibus" de la Commission européenne.

Un avis clair, argumenté et sans ambiguïté, qui rappelle que le reporting de durabilité n'est pas un luxe ni un caprice militant, mais une condition nécessaire à la bonne marche de l'économie, à la stabilité financière et à la gestion des risques systémiques.

Quand une institution aussi stratégique que la BCE défend la transparence, la comparabilité et la robustesse du cadre de durabilité, on ne peut plus parler d'idéologie.



Questions – réponses



Présentation d'un outil de benchmark de rapports extra-financiers

Valérie Houdyer | Directrice Générale, RSEDATANEWS



RSEDATANEWS

Le média de référence
sur les transitions
environnementales
et sociales

A propos



RSEDATANEWS

RSEDATANEWS est le média indépendant de **référence sur les transitions environnementales et sociales**, couvrant les enjeux politiques, économiques, sociaux, de finance durable et de gouvernance.

Nous rassemblons une équipe forte de valeurs, motivée, compétente et pluridisciplinaire : journalistes, analystes et documentalistes, experts et développeurs, tous signataires de notre charte déontologique.

Nos articles sont élaborés en toute indépendance par nos journalistes professionnels, tous détenteurs d'une carte de presse.

En complément de nos reportages, interviews, enquêtes et décryptages et différents bulletins de veilles, nous proposons à nos lecteurs-abonnés un référentiel de data avec une base d'investissements de finance durable, avec leurs labels et codes de transparence, ainsi que l'annuaire des organisations et personnalités.

Un moteur de recherche spécialisé offre un outil d'analyse par mots et phrases clés dans une large bibliothèque de plus de 5.000 rapports extrafinanciers simultanément recherchables - dans laquelle nos analystes incorporent les DPEF au fur et à mesure de leur publication, et bientôt les premières CSRD.

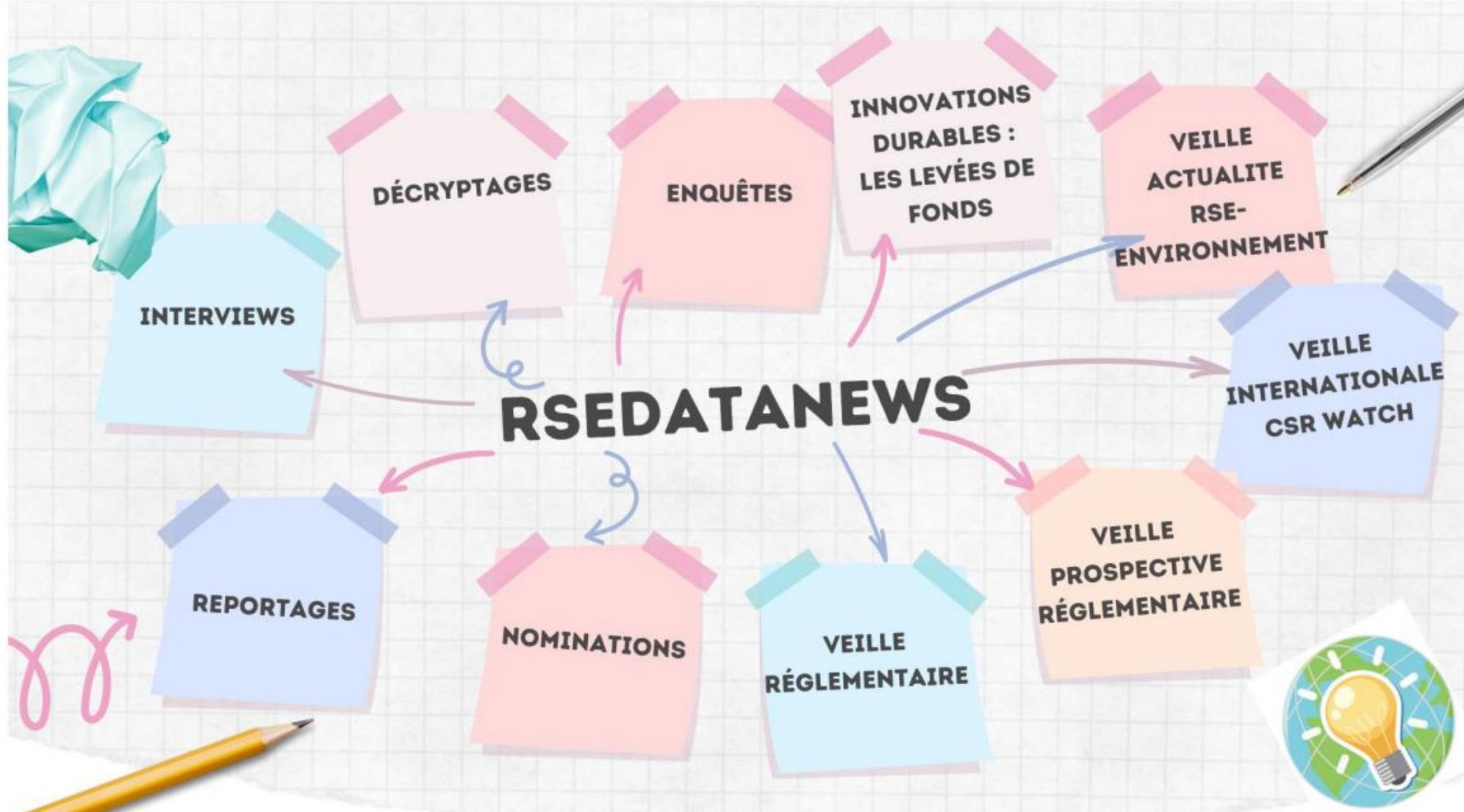
Notre assistant IA SustainBot est un “Chatbot” créé et entraîné par RSEDATANEWS sur les sujets de transition environnementale et de durabilité. C'est un agent conversationnel spécialisé en RSE, ESG, climat, environnement et finance durable - connecté à nos contenus experts - qui s'appuie sur un système d'intelligence artificielle générative (IA).

RSEDATANEWS est une publication en ligne agréée par la CPPAP sous le numéro 0529 Z 93382.

Les publications



RSEDATANEWS



Nos abonnés



RSE DATANEWS

...sont issus des directions

RSE-ESG,
environnement & développement durable,
risque & stratégie,
achats responsables,
juridique,
compliance,
finance...



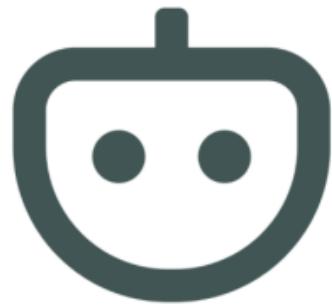
... appartiennent à

entreprises industrielles ou de services,
banques de financement,
asset managers ou asset owners,
fonds d'investissement de private-equity
conseils en stratégie,
sustainability reporting RSE,
des universités,
des écoles d'enseignement supérieur,
des ministères, des organismes publics,
cabinets d'avocat, ONG, etc...

ZOOM sur notre IA SustainBot



RSEDATANEWS



SustainBot

l'IA générative créée et entraînée par RSEDATANEWS

SustainBot est le « Chatbot » créé et entraîné par RSEDATANEWS sur les sujets de transition environnementale et de durabilité.

Réalisez vos veilles

Prenez des décisions stratégiques informées

Les possibilités sont virtuellement infinies !

Faites la synthèse d'un sujet

Accultuez vos équipes aux sujets RSE

Comment ça marche ?

SustainBot est connecté directement sur nos contenus experts : articles & archives, bases de données et documents extra financiers.

Posez-lui une question –de la plus simple à la plus spécialisée— choisissez votre base de connaissances, comme ici, celle de nos rapports extra-financiers depuis 2017.



En quelques secondes, SustainBot vous répond via une fenêtre de "chat".

← RSEDATANEWS

Frédérique Demoly
Bienvenue sur SustainBot, l'IA générative dédiée aux transitions durables
18/12/2024

Dernières conversations

Rechercher

Aujourd'hui

Résumé les étapes de la CSRD

Pour quels motifs TotalEnergies a-t-elle été assignée en justice, sur les 3 dernières années ?

Détaille chaque aff

Conversations sauvegardées

Suivi consommation & recharge tokens

Aide & Prise en main | Conseils | FAQ | Green IT | Confidentialité | Facturation | Déconnexion

Demandez l'ajout d'un document à nos bases de connaissances

Sauvegarder cette conversation

+ Nouvelle conversation

Dans quels secteurs industriels l'ACV est-elle le plus utilisée ?

Pour répondre à cette question sur l'utilisation de l'Analyse du Cycle de Vie (ACV) dans différents secteurs industriels, je vais examiner les informations disponibles dans les résultats de recherche fournis. Malheureusement, les résultats ne contiennent pas d'informations spécifiques sur l'utilisation de l'ACV par secteur industriel. Cependant, je peux vous donner quelques informations générales sur l'ACV et suggérer des secteurs où elle pourrait être particulièrement pertinente, basé sur les données disponibles :

- L'ACV est un outil d'évaluation environnementale qui permet d'analyser l'impact d'un produit ou service tout au long de son cycle de vie.
- Elle est souvent utilisée dans le cadre de démarches de développement durable et de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).
- Les secteurs industriels qui ont une forte empreinte environnementale ou qui produisent des biens de consommation sont susceptibles d'utiliser davantage l'ACV.

Basé sur les résultats de recherche, voici quelques secteurs qui semblent accorder une importance particulière aux questions environnementales et pourraient donc être plus enclins à utiliser l'ACV :

- Industrie manufacturière : Par exemple, Saint-Gobain dans le secteur des matériaux de construction [2] [4] [5]
- Industrie automobile : Comme Faurecia (maintenant FORVIA), un équipementier automobile [6]
- Industrie chimique et pharmaceutique : Par exemple, Sanofi [3]

Posez votre question et choisissez l'une des 3 bases de connaissances

Chercher dans la base de connaissances :

8459 Articles, archives et veilles

3748 Opérations de finance durable

4958 Rapports extrafinanciers

Maj-Fin : 2024-12-18 à 14:00 | La Firme

→

Questions souvent demandées | Me suggérer des questions

Comment ça marche ?

La réponse est structurée en phrases concises, complétée par des tableaux ou des listes à puces. SustainBot cite systématiquement les extraits des sources internes utilisées pour élaborer sa réponse.

La confidentialité de vos échanges avec SustainBot est garantie.

Grâce à SustainBot, accédez à une analyse intelligente de milliers de rapports extra financiers et CSRD.



Frédérique Demoly

Bienvenue sur **SustainBot**, l'IA générative dédiée aux transitions durables

18/12/2024

Dernières conversations

Rechercher

Aujourd'hui

Quels sont les produits concernés par le Règlement de déforestation ?

Résume les étapes de la CSRD

Conversations sauvegardées

Suivi consommation & recharge tokens

Aide & Prise en main | Conseils | FAQ | Green IT | Confidentialité | Facturation | Déconnexion

Demandez l'ajout d'un document à nos bases de connaissances

Sauvegarder cette conversation

Nouvelle conversation

Ce règlement vise à mettre fin aux pratiques qui rendent l'Union européenne responsable de 16% de la déforestation mondiale, avec en 2011, 36% des chiffres du WWF cités dans les résultats. [1][1][1]

Détail des sources originales :

[1.] Article- L'Union européenne interdit l'importation de certains produits issus de la déforestation - 06/12/2022

"La Commission a alors également tenue d'examiner un possible élargissement du champ d'application à d'autres produits comme le maïs. ### Le secteur financier pas (encore) concerné. Concrètement, les pays d'origine des produits seront classés en trois niveaux de risques (faible, moyen ou fort), déterminant l'ampleur des contrôles à mener par les importateurs puis par les douanes des pays membres de l'UE. Il revient aux entreprises de mener les vérifications nécessaires, sachant que les terres d'origine ne doivent pas avoir été déboisées après le 31 décembre 2020, la "cut-off date" proposée par la Commission. La non-conformité pourra entraîner des amendes allant jusqu'à 4 % du chiffre d'affaires européen de l'entreprise concerné. Contrairement à ce que voulaient les députés européens, les banques et institutions financières européennes ne sont pas concernées par le règlement, et ne devront donc pour l'instant pas rendre de compte sur le financement d'éventuels projets responsables de la déforestation. Le trilogue a cependant acté du réexamen de ce point sensible par la Commission en 2024..."

URL: <https://www.rsedatanews.net/article/article-gouvernance-reglementation-rse-dd-l-union-europeenne-interdit-l-importation-de-produits-issus-de-la-deforestation-06-12-2022>

Accords Internationaux, Forêt, Supply-Chain

[2.] Article- L'Union européenne interdit l'importation de certains produits issus de la déforestation - 06/12/2022

"L'Union européenne interdit l'importation de certains produits issus de la déforestation # L'Union européenne interdit l'importation de certains produits issus de la déforestation "Date de publication": 06 Décembre 2022 "Auteur": Aurélie Verroneau Un an après la proposition de la Commission européenne, le trilogue a adopté ce 6 décembre un texte inédit pour lutter contre la déforestation importée. Explications. "C'est un accord historique", a commenté Pascal Canfin, président de la commission environnement au Parlement européen, à l'issue du trilogue adoptant officiellement, très tôt ce mardi 6 décembre, le règlement européen contre la déforestation importée. Un texte qui doit mettre fin aux pratiques qui rendent

Posez votre question et choisissez l'une des 3 bases de connaissances

Chercher dans la base de connaissances :

8459 Articles, archives et veilles

3748 Opérations de finance durable

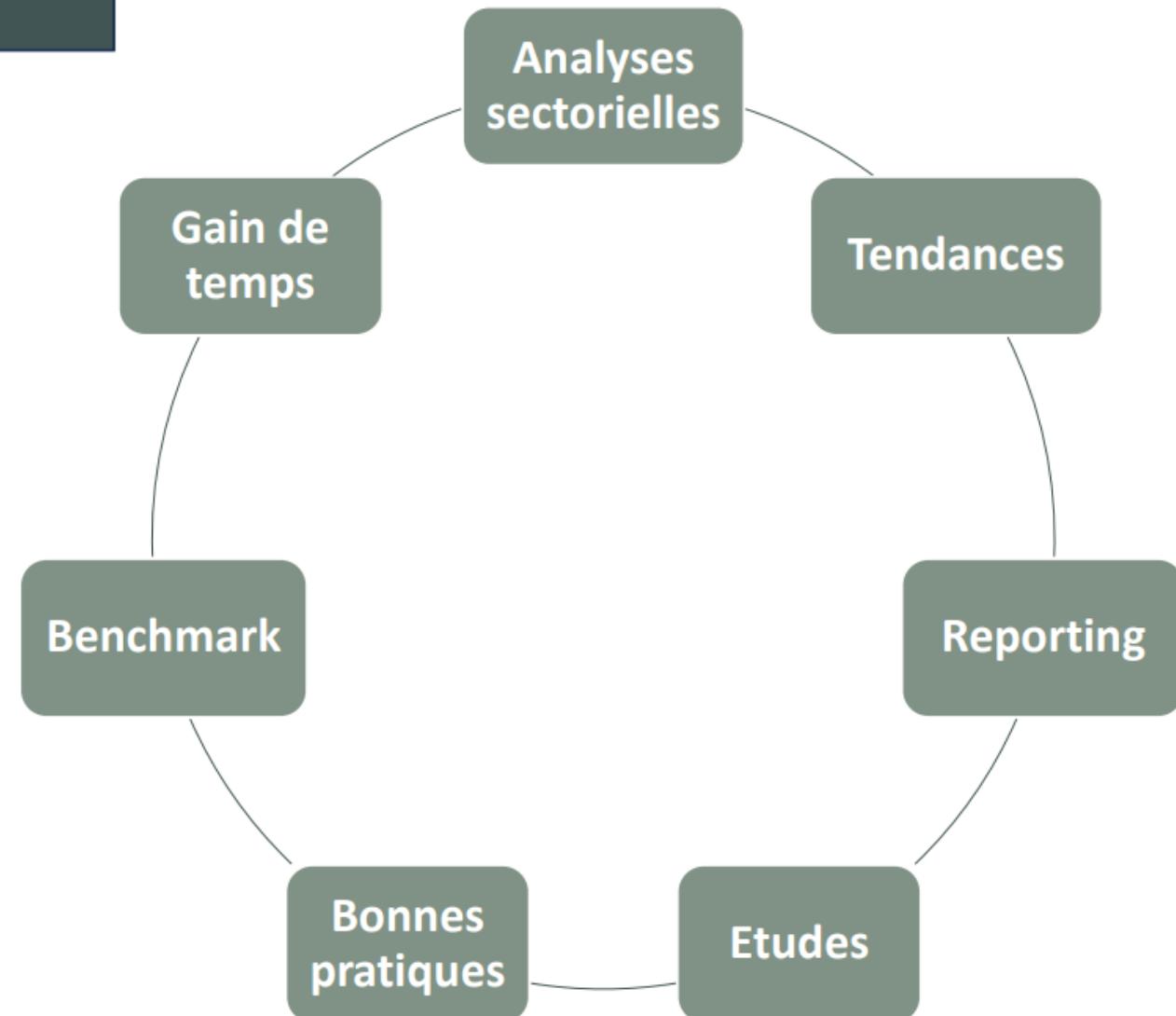
4958 Rapports extrafinanciers

Maj-Entrée pour aller à la ligne

Questions souvent demandées | Me suggérer des questions connexes

ET AUSSI,
notre outil de benchmark de
rapports extra-financiers

Un moteur de recherche
dédié à l'analyse simple
et rapide des
reporting extra-financiers



Comment rechercher ?

Vous recherchez

- un mot-clé ? GRI, Plastique, Corruption, **Climat** ..
- une expression ? égalité homme femme, économie circulaire, risque climat, déchets plastiques...
- **une entreprise ?**

RECHERCHE AVANÇÉE Expression libre / textuelle Par mot-clé [- Réinitialiser](#)

Locution exacte Dans titres seuls

Termes optionnels Locution exacte Termes à exclure Locution exacte

DANS:

[Tout le site](#) [Articles et Veilles](#) [Finance durable](#) [Annuaires](#) [Rapports extrafinanciers](#)

Seulement dans ce panel d'entreprises - [Tout effacer](#)

[RENAULT GROUPE](#) [HERMES INTERNATIONAL](#)

Filtrer par référentiel de reporting ESG - [Tout effacer](#)

RECHERCHE

4.624 rapports trouvés !

Le mot recherché est
surligné en jaune et un ascenseur
vous permet de visualiser tous
les paragraphes concernés

4624 résultats pour cette recherche

[Exporter cette recherche](#)

RAPPORT EXTRA-FINANCIER - Mis à jour le 07/01/2025

BASF - Annual Report - 2023

Activité : **BASF** | Chiffre d'affaires(M€) : **>1000** | Type de rapport : **Rapport annuel**

Année : 2023 | Langue : **ENG**

We want to grow profitably worldwide and become **climate**-neutral. In the **climate** protection category, CDP assesses, among other things, the transparency of emissions reporting, the handling of opportunities and risks arising from **climate** change, the **climate** protection strategy and measures to reduce CO2 emissions.

Recommendations of the Task Force on **Climate**-related Financial Disclosures BASF supports the recommendations of the Task Force on **Climate**-related Financial Disclosures (TCFD).

- Describe the board's oversight of **climate**-related risks and opportunities.

 Industrie chimique

- Activez les filtres (*type de rapport, secteur d'activité, CA ou encours, type de référentiel, année, type d'organisation, pays...*)
- Retrouvez les résultats filtrés, parcourez les rapports ou visualisez le rapport dans son intégralité avec votre recherche surlignée, à vous de choisir.
- Téléchargez vos recherches au format Excel.

Vos contacts



RSEDATANEWS

Une question ?

Une démo ?

En savoir plus ?

Contactez-nous.

Valérie HOUDYER

06 60 78 50 53

valerie.houdyer@rsedatanews.net

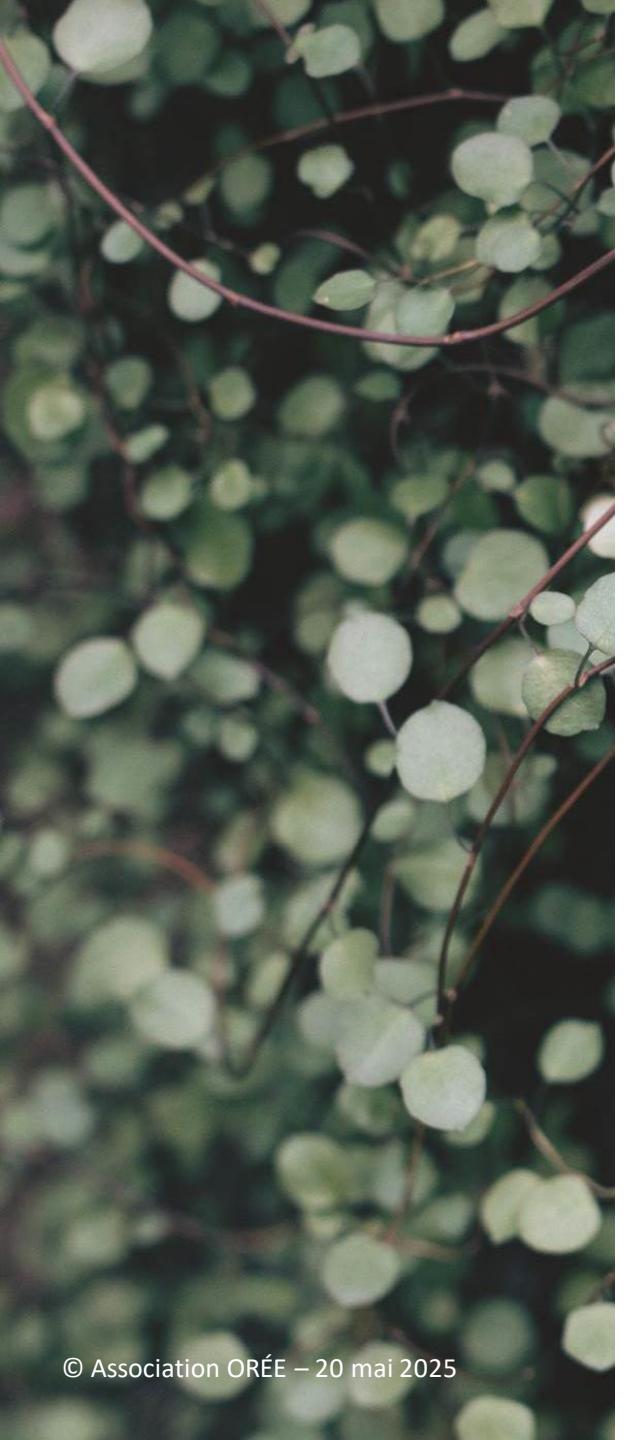
Frédérique DEMOLY

06 13 85 07 45

frederique.demoly@rsedatanews.net

www.rsedatanews.net

01 80 88 61 30



Questions – réponses



Retour sur l'étude « CSRD 2025 : ce que révèle la première vague de reporting de durabilité”

Vanessa Azar | Director, Centre d'Excellence ESG, KPMG France

OREE - Groupe de travail Reporting RSE /ESG

CSRD - Rapports de durabilité année 1: quels enseignements ?

20 mai 2025



Avec vous aujourd'hui

Centre d'Excellence ESG - KPMG France

Une équipe pluridisciplinaire audit et conseil de +130 consultants répartis entre Paris, Lyon, Marseille et Casablanca ; et articulée autour de 3 grandes thématiques : ESG Assurance, ESG Reporting et ESG Transformation.



Vanessa Azar-Tabet

Directrice

Plus de 20 ans d'expérience dans le domaine de la RSE, Vanessa a exercé dans les secteurs bancaire, agroalimentaire et de la mobilité où elle a dirigé et mise en œuvre des stratégies RSE auprès de directions générales. Elle a rejoint les équipes du Centre d'Excellence ESG de KPMG en France il y a 18 mois où elle intervient sur des missions de conseil sur les sujets suivants : Reporting RSE dont CSRD, support opérationnel auprès de Directeurs RSE, Stratégie RSE et feuille de route.

Vanessa a également siégé au Conseil d'Administration du Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D) ainsi qu'au Comité de pilotage du Pacte Mondial des Nations Unies - réseau France.

Executive summary

01

La double matérialité fonctionne

- Elle s'impose comme une boussole stratégique pour les entreprises qui veulent piloter leur stratégie de durabilité
- Elle a été globalement adoptée et intégrée par les entreprises de la vague 1 et plus largement
- Elle agit comme un filtre efficace sur les informations à reporter en abaissant le nombre de DPs

02

Un enjeu de gouvernance et de gestion de projet

- L'implication de la gouvernance en amont et pendant le projet a été un facteur clé de succès
- La Direction RSE a été dans 50% des cas la dépositaire du projet
- La gestion de projet conjointe entre Directions RSE et Finance s'est imposée comme un vecteur positif sur la conduite des travaux

03

Le challenge de la collecte des données

- La collecte et la fiabilisation des informations, dans la chaîne de valeur comme dans les opérations, a été la principale difficulté rencontrée
- Sans surprise, les informations liées au Climat, aux Effectifs ou à la Conduite des Affaires ressortent comme les plus maîtrisées, révélant l'expérience des entreprises françaises en la matière

04

Un faible équipement des outils ESG 2.0

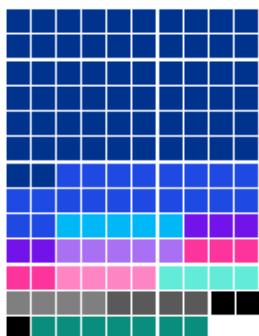
- En 2024, Excel demeure pour plus d'un tiers des entreprises, la solution préférentielle pour la collecte et le pilotage des données ESG, y compris carbone
- Le besoin de revoir l'architecture des outils liés à la donnée ESG a dans de nombreux cas été repoussé post-publication du premier rapport

Focus Omnibus | Enquête auprès d'entreprises suite aux propositions

128 entreprises interrogées
18 pays et 13 secteurs



Maison-mère des entreprises :



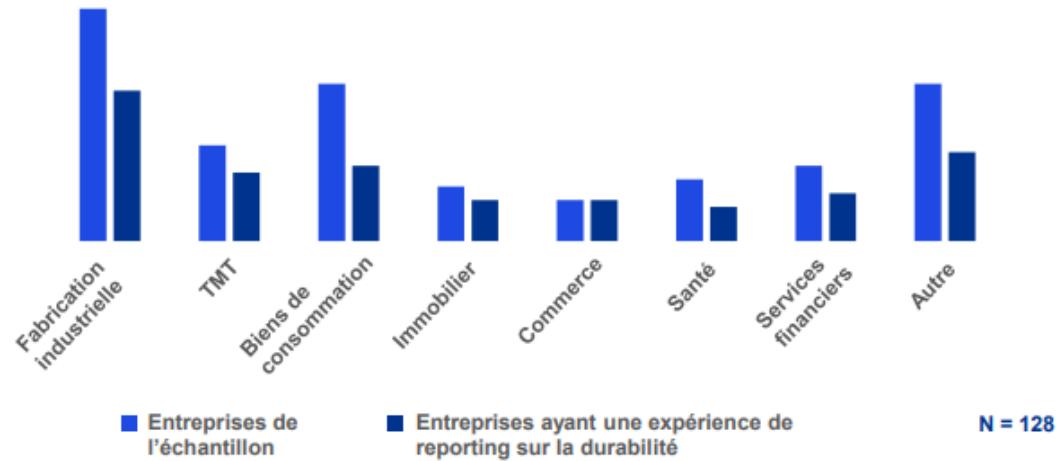
Localisation maison-mère		
Allemagne	Pays-Bas	Royaume-Uni
USA	Japon	Arabie saoudite
Espagne	France	Chine
Belgique	Finlande	Lettonie
Italie	Irlande	Autriche
Luxembourg	Pays-Bas	Suède



Source : KPMG AG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Les résultats sont basés sur une enquête volontaire menée auprès de clients Audit et Advisory des membres du réseau de KPMG. L'enquête décrit l'état d'avancement de l'approche des entreprises vis-à-vis des projets CSRD au moment de l'enquête (jusqu'au 28 mars 2025)

La plupart de ces entreprises de différents secteurs ayant une expérience en matière de reporting sur la durabilité



La majorité seraient tenues d'établir un état de durabilité (« EDD ») après la proposition Omnibus



Focus Omnibus | Quelles réactions des entreprises aux propositions

Malgré les incertitudes d'Omnibus,

88% n'arrêtent pas

leurs projets de mise en œuvre

des ESRS, dont **22%** sont actuellement **en pause** et
8 % sont **indécis**. Seuls **12 %** ont arrêté.

Raisons de continuer

- Capitaliser sur le temps supplémentaire proposé pour continuer avec la plus grande attention et se concentrer sur des actions « sans regret », par exemple la **comptabilité carbone**, l'**analyse des risques climatiques et de la résilience**, le **plan de transition**, les **systèmes de gouvernance interne**
- **Pertinence stratégique des EDD** pour répondre aux besoins d'information des investisseurs et garantir l'accès au capital
- **Risque de non-conformité** si Omnibus n'est pas transposé dans les délais et dans toutes les juridictions pertinentes pour le groupe déclarant
- Les entreprises seront toujours **dans le champ**

Raisons de s'interrompre ou de s'arrêter

- Réévaluer la **stratégie de reporting** selon les nouveaux critères proposés et
- Pause pour favoriser l'**alignement en interne** pour ensuite procéder à des actions « sans regret » et/ou appliquer **VSME**
- Attendre d'y voir plus clair, compte tenu de l'incertitude réglementaire
- Les entreprises **sortent du champ d'application** et n'ont pas d'obligations de reporting supplémentaires dans l'UE

Quels impacts sur les stratégies de reporting ?

3 sur 4

N = 84
Sociétés qui prévoient de continuer à établir un « EDD »

prévoient d'utiliser les ESRS comme cadre de reporting avant même que les propositions Omnibus ne l'exigeraient

2 sur 3

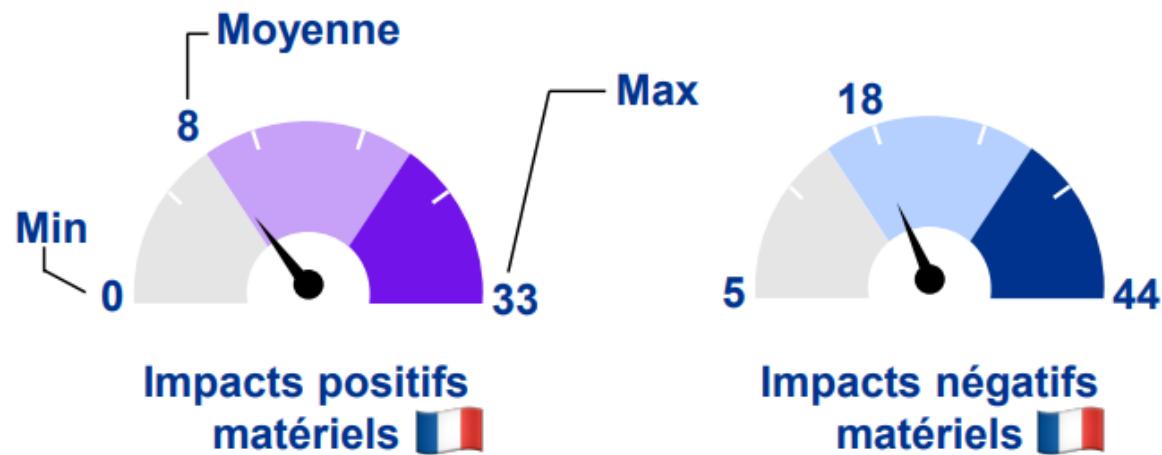
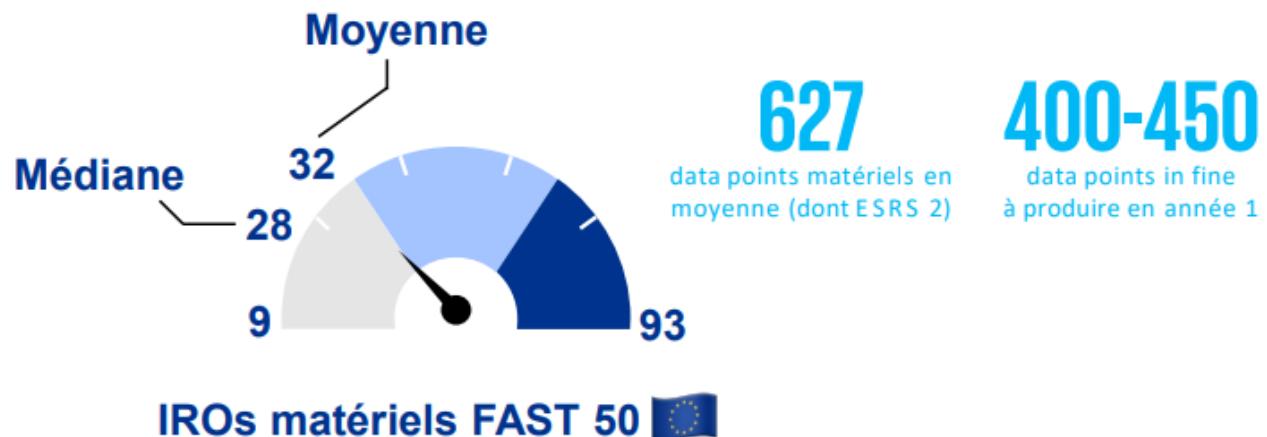
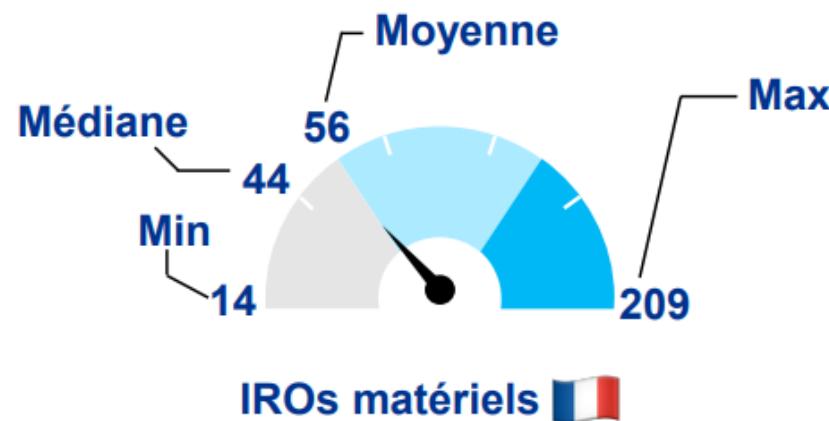
N = 23
Sociétés hors du champ de la proposition Omnibus

continueront à rendre compte de leurs enjeux ESG/Durabilité, même volontairement

Source : KPMG AG Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Les résultats sont basés sur une enquête volontaire menée auprès de clients Audit et Advisory des membres du réseau de KPMG. L'enquête décrit l'état d'avancement de l'approche des entreprises vis-à-vis des projets CSRD au moment de l'enquête (jusqu'au 28 mars 2025)

Premiers états de durabilité : une répartition équilibrée des IROs matériels



Premiers états de durabilité : extension des IROs à la chaîne de valeur et aux enjeux spécifiques

Présence d'IROs matériels spécifiques
à la chaîne de valeur



- 20% des IROs se concentrent exclusivement sur la **chaîne de valeur**
- 2 entreprises avec **plus de 30 IROs** uniquement sur la chaîne de valeur

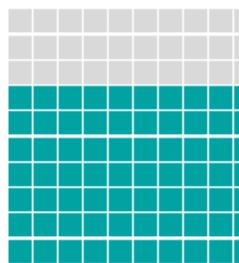
Présence d'enjeux spécifiques



- Visant notamment :
- **Cybersécurité**
- **Santé des patients et éthique médicale**
- **Promotion des droits de la femme**
- **Ethique et IA**
- **Protection des données**

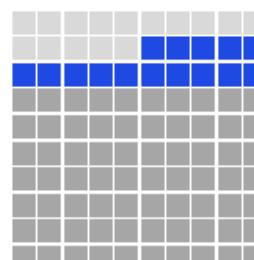
Premiers états de durabilité : des trajectoires de transition alignées avec l'Accord de Paris

70%



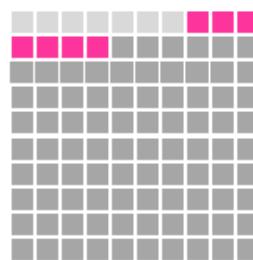
Déclarent une trajectoire alignée à 1,5°C (au moins sur les scopes 1 & 2)

16%



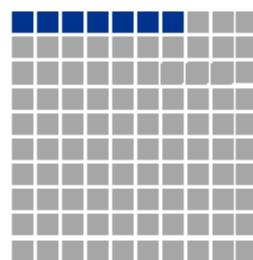
Déclarent :
Scopes 1&2 alignés 1,5°C
Scope 3 « well below » 2°C

7%



Déclarent une trajectoire alignée à « well below » 2°C

7%



Déclarent une trajectoire « autre »

77%

Des entreprises ont des cibles validées SBTi

Horizon des objectifs de décarbonation

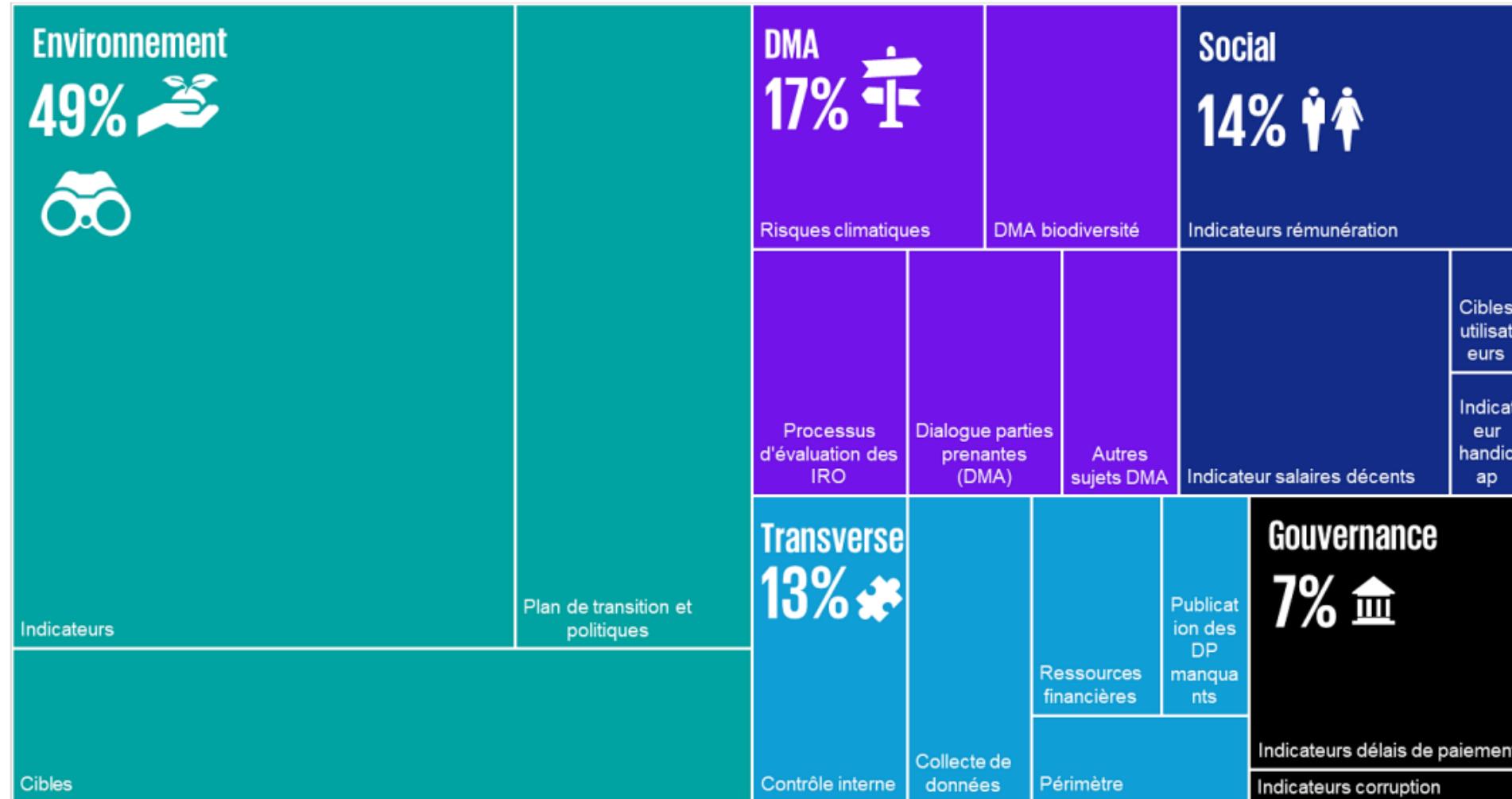
2030

2030 et 2050



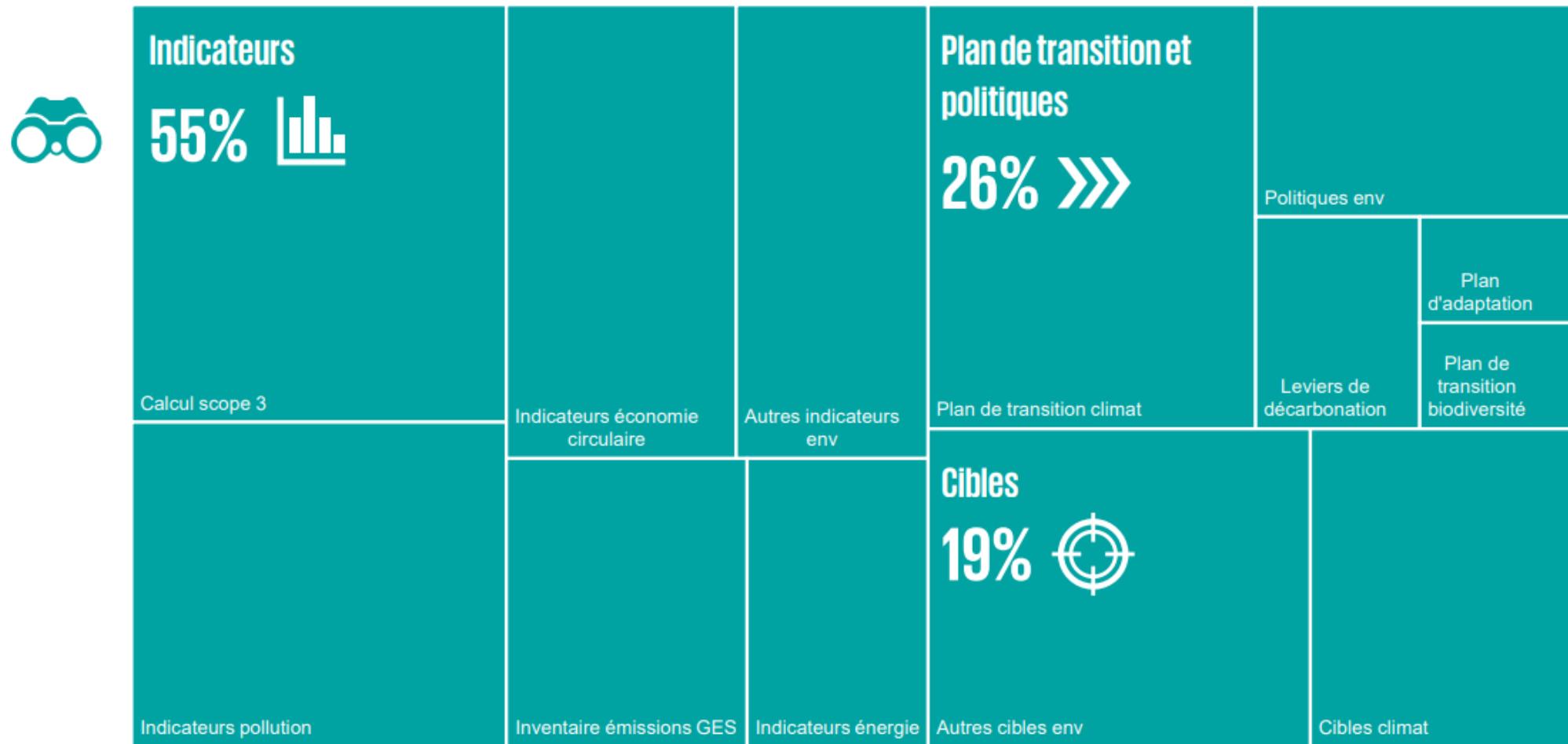
Premiers états de durabilité : principaux défis et axes de progrès

Engagements d'amélioration mentionnés dans les EDD par thématique



Premiers états de durabilité : principaux défis et axes de progrès

Engagements d'amélioration mentionnés dans les EDD – focus environnement



Retour d'expérience : des difficultés dans la collecte et la production des informations



65%

des informations sur la chaîne de la valeur ont été évaluées comme partielles ou inexistantes



63%

des entreprises du panel ont indiqué que la collecte des informations au niveau de la chaîne de valeur a été la principale difficulté



Difficulté de définition du périmètre de la chaîne de valeur

Pour le scope 3 par exemple, les entreprises ont rencontré des difficultés à identifier leur chaîne de valeur au niveau de la délimitation des fournisseurs



Absence de procédure de reporting chez les fournisseurs

La majorité des fournisseurs de nombreuses grandes entreprises sont situés en dehors de l'Union Européenne et ne sont pas tous rompus aux exigences de reporting. Ce manque de procédures a limité la capacité à faire remonter des données fiables et en temps voulu, conduisant les entreprises à produire des estimations parfois hétérogènes, et dans certains cas une impossibilité à produire l'information



Manque d'uniformisation des données

Y compris dans les opérations en propre avec des périmètres différents, des saisons hétérogènes, et des protocoles de collecte et de contrôle très peu uniformisés



Manque d'uniformisation des procédures

Certaines entreprises répondantes réalisent encore un reporting manuel de fait peu efficace s'agissant de collecter des informations dans la chaîne de valeur



Périodes de collecte concentrées

Quelques entreprises interrogées ont déclenché les collectes d'informations trop tardivement ce qui a conduit à des manques lors de la publication des rapports

Retour d'expérience : une faible adoption des outils digitaux de nouvelle génération à date

Excel demeure **pour plus d'un tiers des entreprises**, la solution préférentielle pour la collecte, le pilotage des données ESG.

et

Cela n'est pas sans poser question par rapport **à la sécurité, la fiabilité des données compilées et la souplesse inhérente à la gestion de ce type de projet avec un nombre de parties prenantes conséquent et une volumétrie à la hausse**.

25% se sont appuyées sur des outils existants ou sur des extensions d'outils existants pour la rédaction du rapport de durabilité et 12% pour la collecte des données.

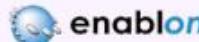
Adoption lente des outils de nouvelle génération dédiés à la CSRD (24% du panel). Le besoin de revoir le dispositif d'outils liés à la donnée ESG (carbone, HSE, RH, déchets, etc) a dans de nombreux cas été repoussé post-publication du premier rapport.

Applications des outils	Pourcentage d'utilisation d'outils de bureautique classiques (Excel,Word)
ANALYSE DE DOUBLE MATÉRIALITÉ	71%
COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNÉES	31%
CARBONE	34%
RÉDACTION DE L'ÉTAT DE DURABILITÉ	33%

PARMI LES OUTILS LES PLUS CITÉS



COLLECTE ET TRAITEMENT DES DONNÉES



DONNÉES CARBONE*

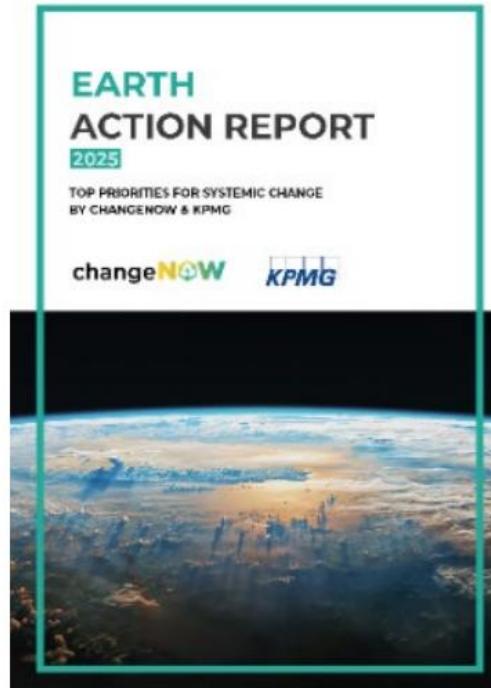


RÉDACTION DE L'ÉTAT DE DURABILITÉ



* 10% des entreprises interrogées externalisent totalement leur bilan carbone

Pour aller plus loin





Vanessa Azar- Tabet
Directrice
Centre d'Excellence ESG
+33 6 24 18 57 50
vazar@kpmg.fr



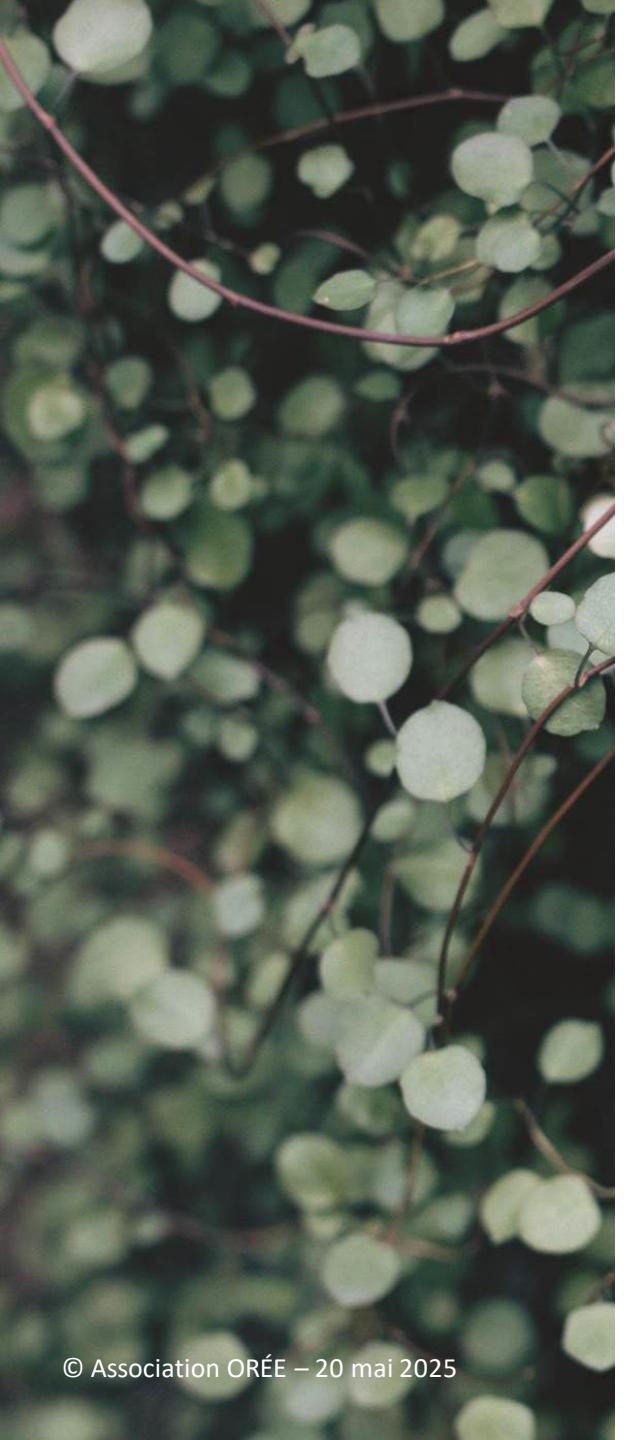
kpmg.fr

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure.

Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG S.A. est le membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). KPMG International et ses entités liées ne proposent pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2023 KPMG S.A., société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes, membre français de l'organisation mondiale KPMG constituée de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »). Tous droits réservés. Le nom et le logo KPMG sont des marques utilisées sous licence par les cabinets indépendants membres de l'organisation mondiale KPMG

Document classification: KPMG Public



Questions – réponses



Créer de la valeur grâce au reporting

Philippe Raffin | Vice-président, LINKUP



CRÉER DE LA VALEUR GRÂCE AU REPORTING

20 mai 2025



**PEUT-ON CRÉER DE LA
VALEUR GRÂCE AU
REPORTING ?**

...ET SI OUI, COMMENT ?



CONVENTION & EXHIBITION VENUES

Regarding Convention & Exhibition venues, the current ISO 20121 certification covers all the Group's Convention & Exhibition assets in activity (except the new CNIT FOREST, which will be integrated in 2024). Viparis also implements an ambitious building certification programme. In early 2010s, Hall 7 of Paris Nord Villepinte was already certified HQE (High Environmental Quality, the French standard certification scheme for sustainable constructions) – pilot operation. During Paris Expo Porte de Versailles construction project, Pavilion 7 and Pavilion 6 were certified HQE and BREEAM, and the new hotels HGE (Excellent). The new Hall 3 of Paris Le Bourget, certified HQE Excellent, integrated eco-design considerations in its construction, such as less carbon-intensive concrete and bio-based with a wooden frame. A comparative life-cycle analysis between Pavilion 6 and Hall 3⁽¹⁾ shows a reduction by -49% of carbon emissions⁽²⁾ per sqm constructed.

ENVIRONMENTAL CERTIFICATIONS OF BUILDINGS DURING THE CONSTRUCTION PHASE

URW, as part of its strategy for development projects set out in the sustainability guidelines, targets an environmental certification for all of its large new greenfield/brownfield construction, refurbishment and extension projects: BREEAM in Europe and LEED in the US. URW aims to achieve a minimum level of "Excellent" (BREEAM) or "Very Good" (LEED) for 100% of its large development projects (with a commitment to construction or the refurbishment).

Other environmental certifications are obtained for real estate leasing or investment markets, such as in France or DGNB (Deutsche Gesellschaft für Nachhaltigkeit) in Germany for the Offices portfolio. In addition to "Excellent"/"Gold" level under BREEAM/ LEED, projects need to undertake a technical and economic effort to reach the BREEAM "Outstanding" or LEED "Platinum" level, as applicable, as mentioned in the sustainability guidelines.

NUMBER OF DEVELOPMENT PROJECTS THAT ARE AN ENVIRONMENTAL BUILDING CERTIFICATION PROCESS

Number of development projects that are engaged in an environmental building certification process

Share of development projects that are engaged in an environmental building certification process

3.2.2.B CLIMATE CHANGE (ESRS E1-1)**3.2.2.B.1 INTEGRATION OF SUSTAINABILITY-RELATED PERFORMANCE INCENTIVE SCHEMES (ESRS 2 GOV-1)**

Progress against climate-related targets set out in the BREEAM Places roadmap is factored in the calculation of these schemes. For more detailed information, please refer to the section on the integration of sustainability-related performance

(1) Pavilion 6 of Paris Expo Porte de Versailles and Hall 3 of Paris Le Bourget.
(2) On a like-a-like basis, for carbon emissions related to products and equipment.

(3) In kWh/visit and kgCO₂/visit.
(4) At the date of approval by the SBTi on July 6, 2023.

Universal Registration Document 2023 | UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD

3.2.2.B.2 TRANSITION PLAN FOR CLIMATE CHANGE MITIGATION (ESRS E1-1)

URW came up with its first climate mitigation approach in 2007, with quantitative targets for the reduction of its carbon emissions and energy consumption. Between 2006 and 2015, URW had already achieved a cumulative reduction of 33.8% of its energy intensity and 65% of carbon intensity⁽¹⁾.

In 2016, the Group took up a new long-term challenge, with its Places 2030 programme. In 2016, the Group was the first listed real estate company to address the wide scope of indirect carbon emissions resulting from construction works, transportation of visitors, employees, and energy consumption by tenants.

Unless otherwise stated, the GHG emission figures and targets in this chapter are expressed using the market-based method to highlight the efforts made by the Group in selecting its energy sources.

In October 2023, URW communicated its updated Better Places sustainability roadmap including its commitment to contribute to carbon neutrality with new science-based net zero targets of 1, 2 and 3. URW became the first retail real estate company

3.2.2.B.5 POLICIES RELATED TO CLIMATE CHANGE MITIGATION AND ADAPTATION (ESRS E1-2)

Policies in place to manage material impacts, risks and opportunities related to climate change mitigation and adaptation are listed in the table below:

Policy	Description of key contents of policy	Description of scope of policy or its exclusions	Description of most senior level in organisation that is accountable for implementation of policy	Description of third-party standards or initiatives that are respected through implementation of policy	Description of consideration given to interests of key stakeholders in setting policy	Description of how policy is made available to potentially affected stakeholders and stakeholders who need to help implement it
Energy efficiency	Explanation of the	Group (EU/UK/US)	The Management	Based on ISO 14 001	Stakeholders involved:	The policy is for internal

QU'EST-CE QUE LE REPORTING EXTRA-FINANCIER ?**LA CHRONIQUE DE VOTRE ENGAGEMENT,****VECTEUR D'ÉNERGIE COLLECTIVE****ET MOTEUR DE CONFiance**

of the Paris Agreement, URW's targets and its 2030 commitment for the Group's retail (Shopping Centres) and Offices activities

Green leases policy	Contains the clauses URW relies on to engage tenants in the reduction of their energy consumption and related GHG emissions (among other topics)	Group (EU/UK/US) Retail + Offices	The Management Board (MB) and the Executive Committee (EC)	"Annexe environnementale" French regulation	Stakeholders involved: Group sustainability team, the corporate technical team (PMPS team), the corporate and French legal teams, the technical local country teams and the asset teams	The green lease template is systematically shared with tenants on each new deal
---------------------	--	-----------------------------------	--	---	---	---

More details related to the Group climate adaptation strategy are given in section 3.2.2.G.4 URW share of aligned activities.



CONVENTION & EXHIBITION VENUES

Regarding Convention & Exhibition venues, the current ISO 20121 certification covers all the Group's Convention & Exhibition assets in activity (except the new CNIT FOREST, which will be integrated in 2024). Viparis also implements an ambitious building certification programme. In early 2010s, Hall 7 of Paris Nord Villepinte was already certified HQE (High Environmental Quality, the French standard certification scheme for sustainable constructions) – pilot operation. During Paris Expo Porte de Versailles construction project, Pavilion 7 and Pavilion 6 were certified HQE and BREEAM, and the new hotels HGE (Excellent). The new Hall 3 of Paris Le Bourget, certified HQE Excellent, integrated eco-design considerations in its construction, such as less carbon-intensive concrete and bio-based with a wooden frame. A comparative life-cycle analysis between Pavilion 6 and Hall 3⁽¹⁾ shows a reduction by -49% of carbon emissions⁽²⁾ per sqm constructed.

ENVIRONMENTAL CERTIFICATIONS OF BUILDINGS DURING THE CONSTRUCTION PHASE

URW, as part of its strategy for development projects set out in the sustainability guidelines, targets an environmental certification for all of its large new greenfield/brownfield construction, refurbishment and extension projects: BREEAM in Europe and LEED in the US. URW aims to achieve a minimum level of "Excellent" (BREEAM) and "Gold" (LEED) for 100% of its large development projects (with a commitment to construction or the refurbishment).

Other environmental certifications are obtained in real estate leasing or investment markets, such as in France or DGNB (Deutsche Gesellschaft für Nachhaltigkeit) in Germany for the Offices portfolio. In addition to "Excellent"/"Gold" level under BREEAM/ LEED, projects need to undertake a technical and ecological audit to reach the BREEAM "Outstanding" or LEED "Platinum" level, as applicable, as mentioned in the sustainability guidelines.

NUMBER OF DEVELOPMENT PROJECTS THAT ARE AN ENVIRONMENTAL BUILDING CERTIFICATION PROCESS

Number of development projects that are engaged in an environmental building certification process

Share of development projects that are engaged in an environmental building certification process

3.2.2.B CLIMATE CHANGE (ESRS E1-1)**3.2.2.B.1 INTEGRATION OF SUSTAINABILITY-RELATED PERFORMANCE INCENTIVE SCHEMES (ESRS 2 GOV-3)**

Progress against climate-related targets set out in the updated Better Places roadmap is factored in the calculation of URW's incentive schemes. For more detailed information, please refer to section 3.2.1.B.3 Integration of sustainability-related performance in incentive schemes.

(1) Pavilion 6 of Paris Expo Porte de Versailles and Hall 3 of Paris Le Bourget.
(2) On a like-a-like basis, for carbon emissions related to products and equipment.

(3) In kWh/visit and kgCO₂/visit.

(4) At the date of approval by the SBTi on July 6, 2023.

Universal Registration Document 2023 | UNIBAIL-RODAMCO-WESTFIELD

3.2.2.B.2 TRANSITION PLAN FOR CLIMATE CHANGE MITIGATION (ESRS E1-1)

URW came up with its first climate mitigation approach in 2007, with quantitative targets for the reduction of its carbon emissions and consumption. Between 2006 and 2015, URW had already achieved a cumulative reduction of 33.8% of its energy intensity and 65% of carbon intensity⁽⁵⁾.

In 2016, the Group took up a new long-term challenge, with its Places 2030 programme. In 2016, the Group was the first real estate company to address the wide scope of indirect carbon emissions resulting from construction works, transportation of visitors, employees, and energy consumption by tenants.

Unless otherwise stated, the GHG emission figures and targets in this chapter are expressed using the market-based method to highlight the efforts made by the Group in selecting its energy sources.

In October 2023, URW communicated its updated Better Places sustainability roadmap including its commitment to contribute to carbon neutrality with new science-based net zero targets of 1, 2 and 3. URW became the first real estate company

3.2.2.B.5 POLICIES RELATED TO CLIMATE CHANGE MITIGATION AND ADAPTATION (ESRS E1-2)

Policies in place to manage material impacts, risks and opportunities related to climate change mitigation and adaptation are listed in the table below:

Policy	Description of key contents of policy	Description of scope of policy or its exclusions	Description of most senior level in organisation that is accountable for implementation of policy	Description of third-party standards or initiatives that are respected through implementation of policy	Description of consideration given to interests of key stakeholders in setting policy	Description of how policy is made available to potentially affected stakeholders and stakeholders who need to help implement it
Energy efficiency	Explanation of the	Group (EU/UK/US)	The Management	Based on ISO 14 001	Stakeholders involved:	The policy is for internal

LA CSRD CACHE UNE OPPORTUNITÉ INÉDITE : TRANSFORMER UN EXERCICE PARA-COMPTABLE EN UN CATALYSEUR D'ADHÉSION

More details related to the Group climate adaptation strategy are given in section 3.2.2.G.4 URW share of aligned activities.

Green leases policy	Contains the clauses linked to the sustainability performance of URW's development projects	Group (EU/UK/US) Retail + Offices	The Management Board (MB) and the Executive Committee (EC)	"Annexe environnementale" French regulation	Stakeholders involved: Group sustainability team, the corporate technical team (PMPS team), the corporate and French legal teams, the technical local country teams and the asset teams	The green lease template is systematically shared with tenants on each new deal





LES DIFFICULTÉS DE L'EXERCICE



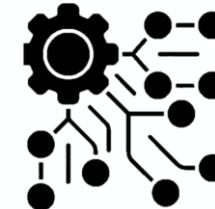
LES DIFFICULTÉS DE L'EXERCICE



RISQUE DE SCEPTICISME
ET D'ACCUSATIONS DE GREENWASHING



COMPLEXITÉ ET ABSTRACTION
DES MESSAGES RSE



FOSSÉ ENTRE ATTENTES DES PARTIES PRENANTES
ET DÉLAI NÉCESSAIRE DE LA TRANSFORMATION



DIFFICULTÉ DE MESURER
ET DÉMONTRER CLAIREMENT LES IMPACTS





LES PIÈGES



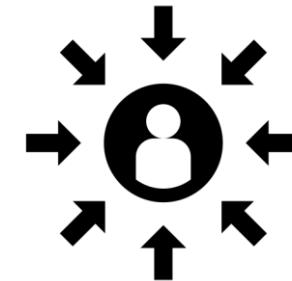
LES PIÈGES



**ABSENCE DE RÉCIT STRUCTURÉ
ET TENTATION DE L'EFFET « PRÉVERT »**



APPROCHE TROP CENTRÉE SUR L'ENTREPRISE





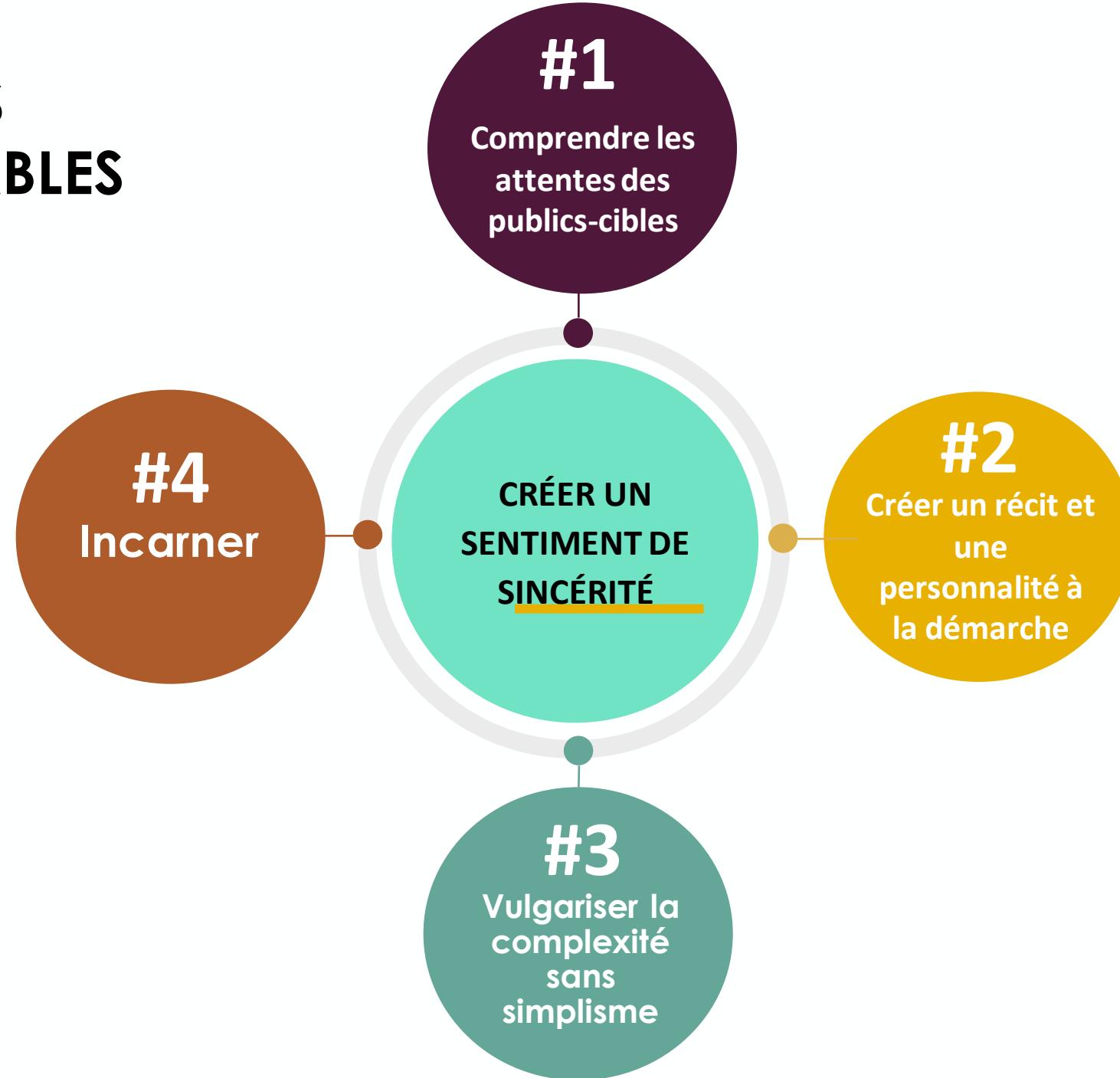
QUELS PRINCIPES RESPECTER POUR ÊTRE COMPRIS, CRU ET GÉNÉRER DE L'ADHÉSION ?





UN OBJECTIF CARDINAL :
**GAGNER UNE
PERCEPTION DE SINCÉRITÉ**

4 PRINCIPES INDISPENSABLES

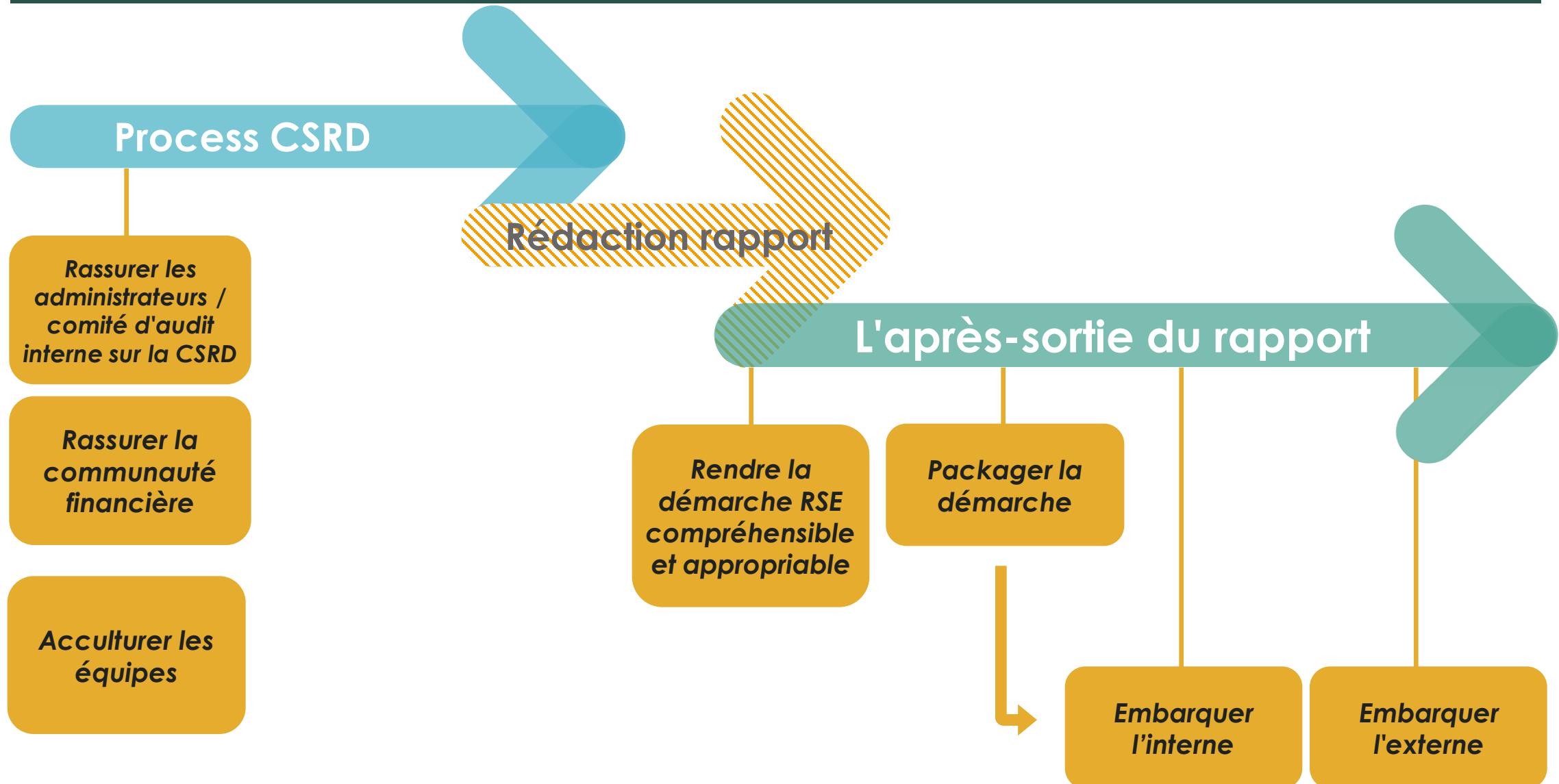




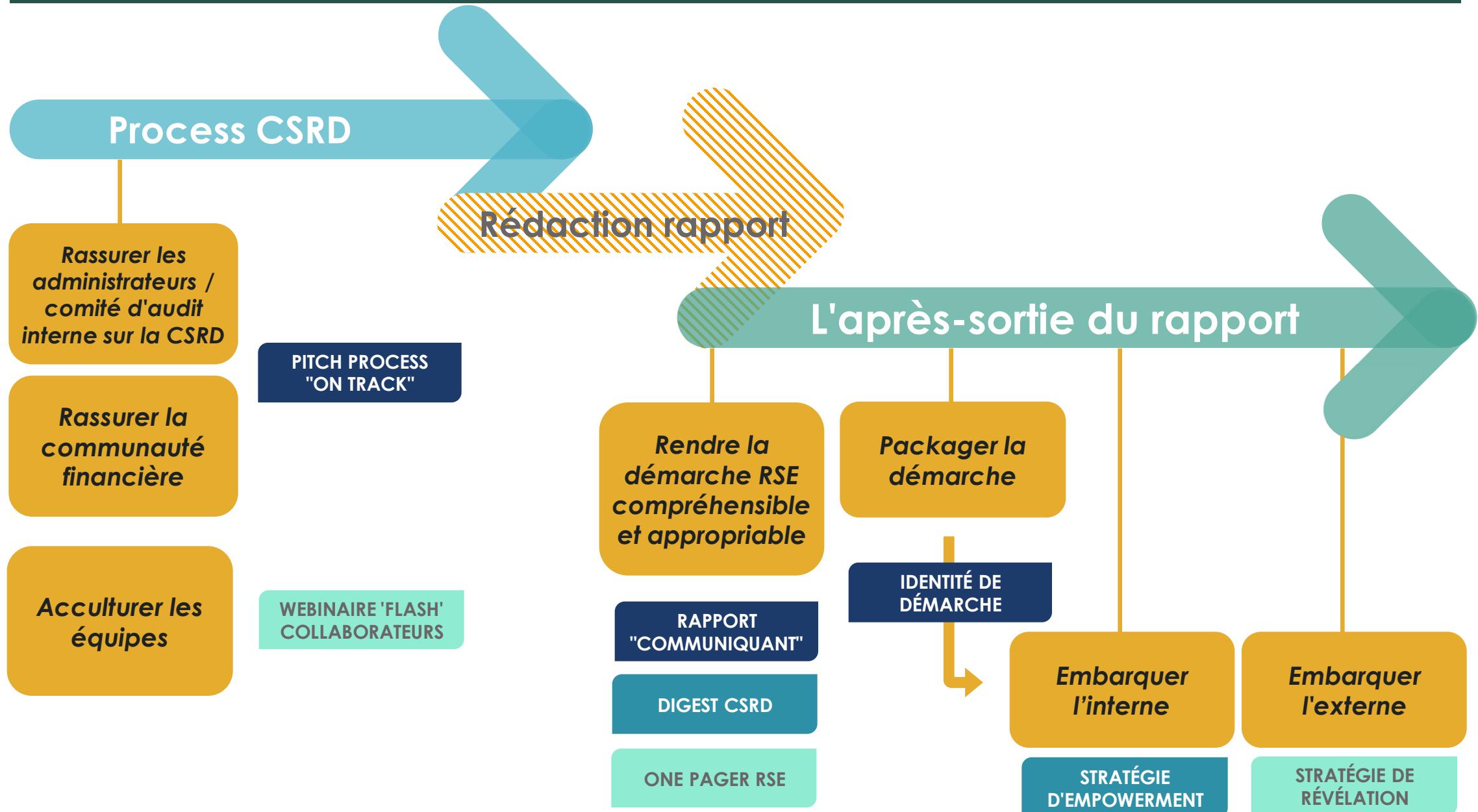
**CSRD : QUELS BESOINS DE
PARTAGER UN RÉCIT, POUR
QUI ET À QUEL MOMENT ?**



LE PROCESS CSRD ET LES BESOINS DE PARTAGE D'UN RÉCIT



LE PROCESS CSRD ET LES BESOINS DE PARTAGE D'UN RÉCIT





**CRÉER DE LA VALEUR GRÂCE AU REPORTING ?
ABSOLUMENT !**



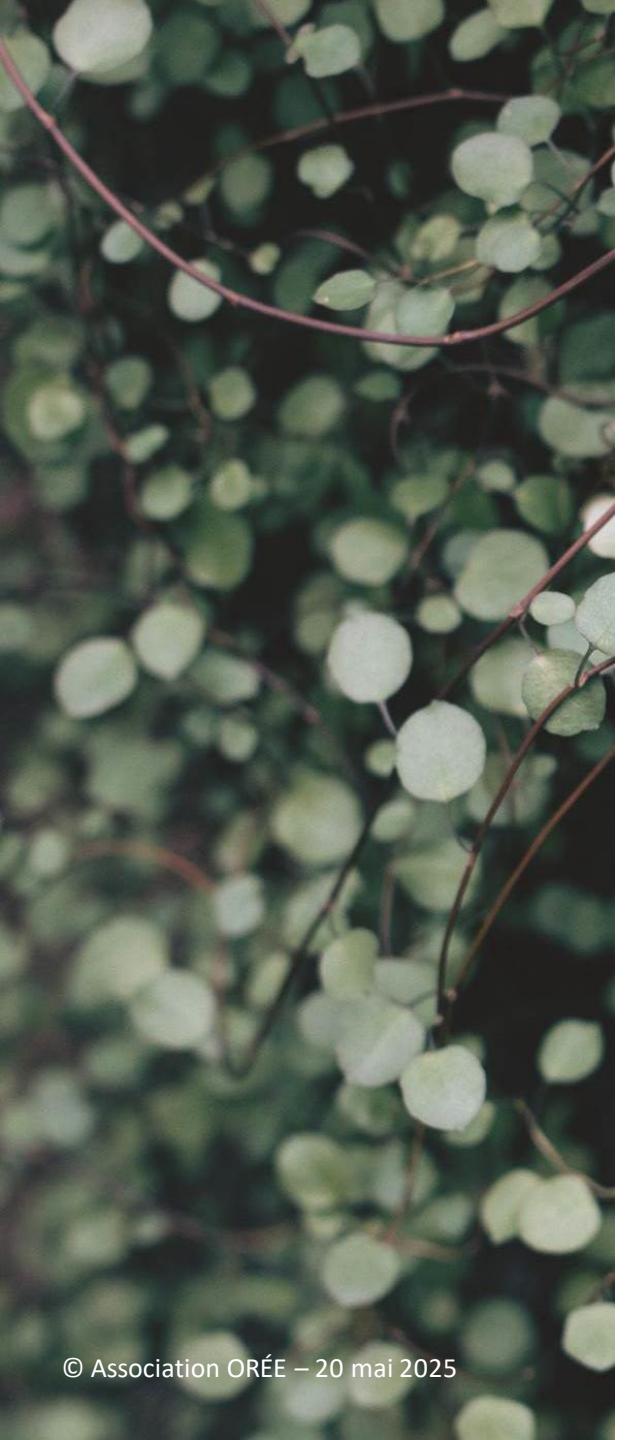


CRÉER DE LA VALEUR
À PARTIR DE L'ENGAGEMENT

MERCI !

Vos questions ?





Questions – réponses



Retour d'expérience d'entreprise (1)

Sébastien Godefroit | Non-Financial Reporting Officer, FDJ United

GROUPE DE TRAVAIL OREE – RETOUR D'EXPERIENCE CSRD

20250520





SUMMARY

1

**Rappels CSRD vs
DPEF**

2

**Les grandes étapes du
projet / à anticiper**

3

**Que retenir ?
Les réussites**

4

**Que retenir ?
Les difficultés**

5

**Au-delà de la
compliance**

6

Perspectives 2025+

RAPPEL EVOLUTION CSRD PAR RAPPORT A LA DPEF :

						
	ANALYSE DES RISQUES ET OPPORTUNITÉS	PÉRIMÈTRE	HORIZON DE TEMPS	INDICATEURS	REVUE CAC	COMMUNICATION
DPEF	Matérialité simple Risques et opportunités	Groupe + relations d'affaires	Données historiques	~200 indicateurs quantitatifs retenus + narratif par enjeu ESG	Assurance modérée	Section du rapport de gestion
CSRD	Double Matérialité Impacts Risques Opportunités	Groupe + chaîne de valeur amont et aval	Données historiques + prospectives (cibles)	+ de 1100 datapoints normés dont 823 obligatoires (247 quantitatifs +576 qualitatifs)	Assurance limitée puis raisonnable (= états financiers)	Section du rapport de gestion + connectivité accrue avec les états financiers

➤ Renforcement des **organes de gouvernance**, du rôle du **comité d'audit**, des représentants du personnel

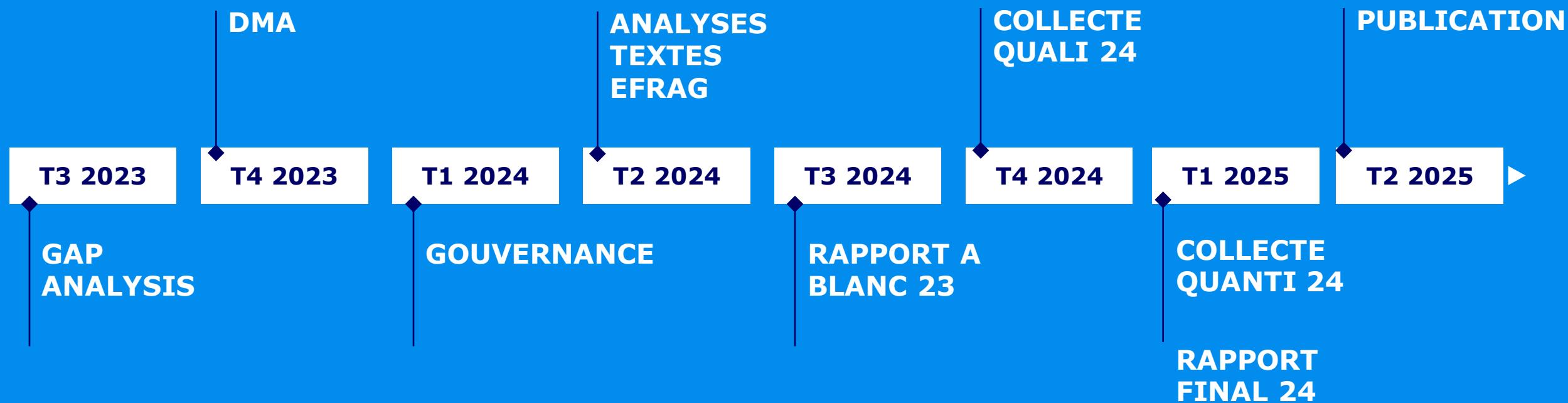
➤ Renforcement des dispositifs de **contrôle interne**, de la **fiabilité** et **pistes d'audit** des données extra-financières

LES GRANDES ÉTAPES DU PROJET FDJ UNITED

➤ ANTICIPER

➤ EMBARQUER

➤ ACCELERER LA TRANSITION



QUE RETENIR ? LES REUSSITES



118
pages

20 IROs
matériels
(sur 90
évalués)

6 ESRS
traités

1 Rapport
à blanc
2023,
7 versions
2024



> 600
datapoints
couverts

> 230 000
données
directement
collectées et
traitées

Belle montée en
compétence
collective



Mise en place d'une gouvernance solide / communauté CSRD très engagée



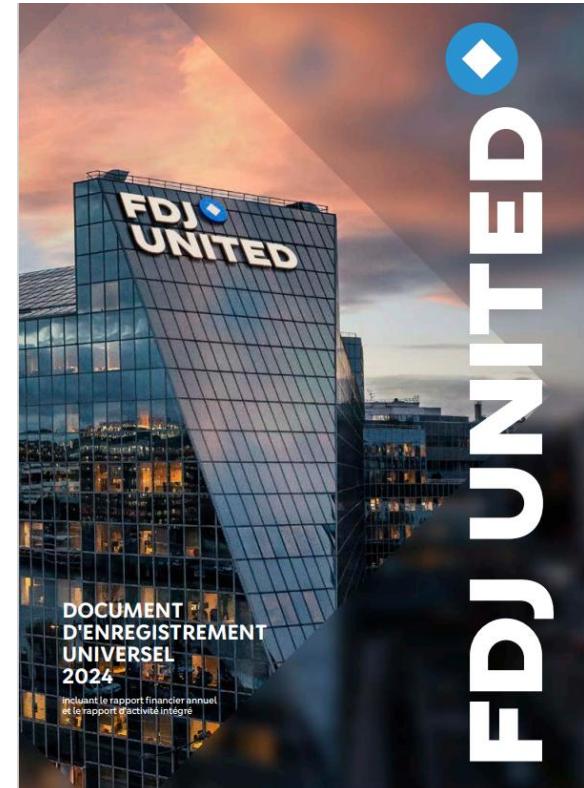
> 130
Interlocuteurs
mobilisés en
interne

Colead
RSE/Finance
+ ESRSLeads

+ Risques et
Contrôle
interne
embarqués

Forte
comitologie ESG,
Durabilité de plus
en plus à l'agenda
des organes
statutaires

Communication, coordination, planification



QUE RETENIR ? LES DIFFICULTES

Incertitudes
interprétation
des textes,
guidelines,
Omnibus...



Absence
de
pratiques
de place



Accompagnement
au changement des
équipes internes
Charge de travail à
ne pas sous-estimer



Internationalisation
Groupe (acquisition
du groupe Kindred
T4 2024)



Mise en place
de nouveaux
outils et
processus de
collecte



Structure peu
évidente / lisible
(PATM, renvois,
incorporations par
référence, rédaction
par DP/DR...)



Exigences des
auditeurs



DMA
challengée de
multiples fois
+ combinée
sur T4 2024



AU-DELÀ DE LA COMPLIANCE ?

DANS L'ENTREPRISE

- Démarche d'amélioration continue
- Transformation des Business Models
- Relations CDV
- Traiter les sujets moins matures (*que S1 et G1 notamment, comme S2, E5...*)
- Traiter différemment les sujets non disclosés dans la CSRD (*contribution sociétale, ODD, raison d'être, notations...*)
- Accélération Plan de transition
- Outil de pilotage stratégique / pilotage de la transition

EN EXTERNE

- Harmonisation rapports et KPI
- Transparence, lutte ESGwashing
- Structure rapport criticable mais repérage ++ des informations recherchées
- ESRS2 et vertu de la DMA
- Dialogue renforcé avec les PP
- Enfin accélérer la transition vers une économie plus responsable et neutre en carbone

NEXT STEPS / FEUILLE DE ROUTE 2025



**RETOURS
D'EXPERIENCE**



REVUE DMA



BENCHMARKS



**HARMONISATION
INTERNATIONALE,
INDUSTRIALISATION,
CONTROLE INTERNE**



**LISIBILITE
RAPPORT**



**OMNIBUS ?
AGENCES DE
NOTATIONS ?**

+ TOUJOURS ACCELERER LA TRANSITION



**THANK
YOU**

Retour d'expérience d'entreprise (2)

Geoffroy Kohler | Directeur Gouvernance, Risques & Compliance, LISI GROUP

lis*i*

LISI & CSRD : retour d'expérience

GRC_2025

lis*i*

LISI : présentation rapide - 1/2

LISI & CSRD : retour d'expérience

lis

1777

Création
d'un Groupe industriel

par Frédéric Japy
d'une fabrique d'horlogerie
à Beaucourt.

“ Notre raison d'être
Façonner et Partager
des Liens Durables

 VOIR LOIN
#PÉRENNITÉ

 COMMUNIQUER
AVEC
TRANSPARENCE
#INTÉGRITÉ

 CULTIVER
L'INNOVATION
#INNOVATION

 DEVELOPPER
NOS
COMPÉTENCES
#HUMAIN

 VISER TOUJOURS
PLUS HAUT
#EXCELLENCE

lis

1,79 Md€

Chiffre d'affaires en 2024

10 262

Collaborateurs

42

Sites de production

13

Pays

lis

AEROSPACE

58 %
du CA

AIRBUS

BOEING

SAFRAN

DASSAULT
AVIATION

lis

AUTOMOTIVE

32 %
du CA

STELLANTIS

Renault
Group

FORVIA
faurecia

ZF

lis

MEDICAL

10 %
du CA

INTUITIVE
SURGICAL

stryker

Medtronic

Johnson & Johnson



Notre vision

Fort d'un **héritage industriel** de près de 250 ans, nous voulons devenir **leader mondial** dans chacun de nos secteurs d'activité et montrer la voie en termes de **responsabilité sociétale, d'excellence opérationnelle et d'innovation**.



Notre stratégie

Privilégier une **vision long-terme** et nous positionner de manière **agile** sur les **marchés en expansion**. Nous nous concentrerons sur les **produits à forte valeur ajoutée** en nous différenciant par **l'excellence opérationnelle** et les **innovations**.



PEOPLE

01. Protéger nos salariés
02. Fidéliser nos talents

PLANET

03. Protéger notre environnement
04. Œuvrer avec nos territoires



E-HSE LISI EXCELLENCE HSE



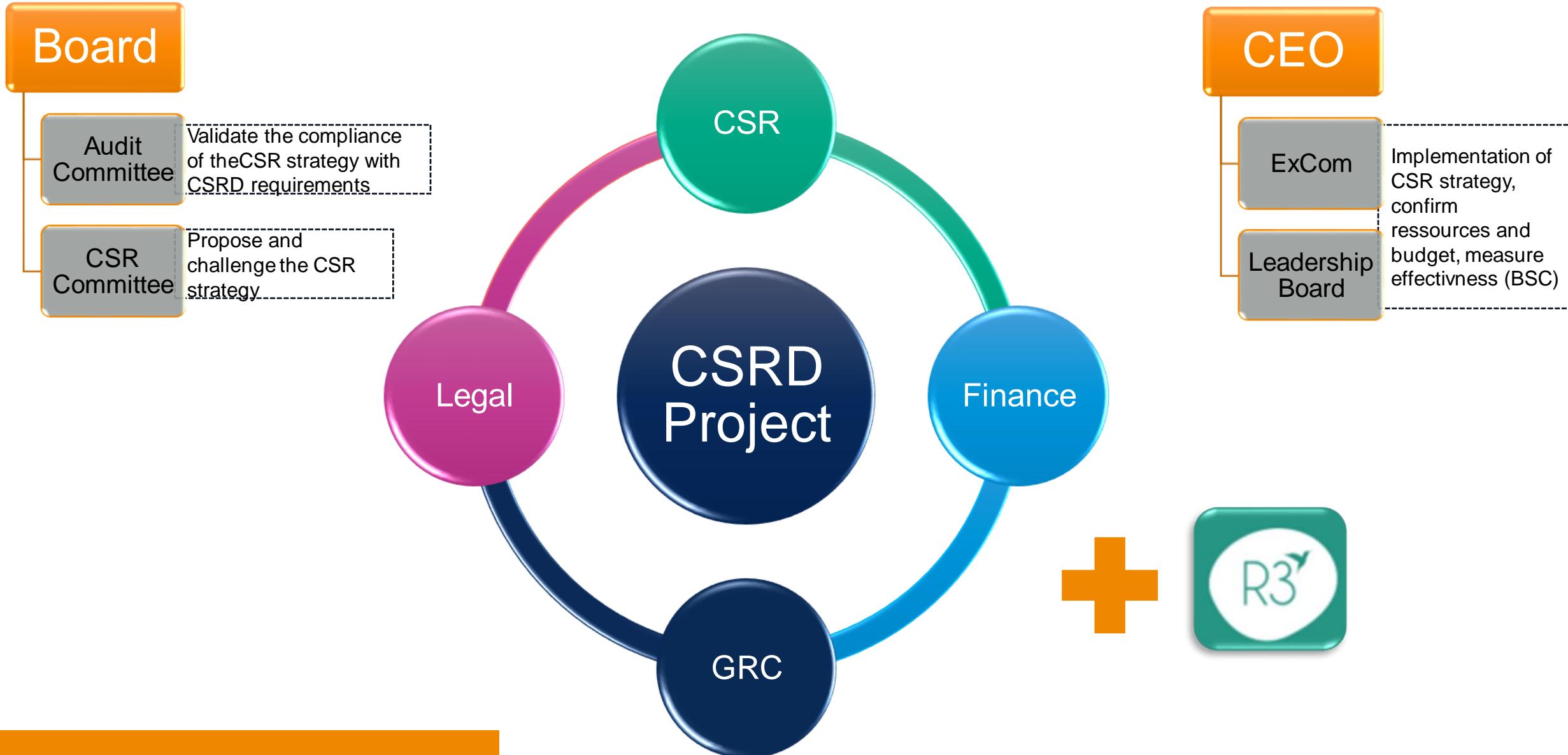
SYSTÈME D'EXPLOITATION DE CONTRÔLE

leap

PROGRAMME D'ATTEINTE DE L'EXCELLENCE LISI

PROFIT

05. Dépasser les attentes de nos clients
06. Associer nos Fournisseurs
07. Sécuriser nos ressources financières



CSRD : Simultaneous workshops

LISI & CSRD : retour d'expérience

lis

Communication

Internal (ExCom / LeadershipBoard, Finance Com.)

Close (Board / Stakeholders)

2 x Material.

ISO / ESRS / RM Matrix

Matters select

Stakeholders select

ICQ (buil., submit., analy.)

Interviews w/ Stk

Double materiality assess.

Gap Analysis

Gap analysis to be performed with R3

Data Points

Review of EFRAG's requirement & listing of existing within LISI

Selection of a tool to report Data Points

Audit

Audit on CSRD with RSE & E&Y/KPMG

URD

Rebuild of chapter 4 - CSR

Work with IT solution (Workiva)

Training

Building a common culture on CSRD within LISI

OPPORTUNITY : Double assessment (bottom – up) – training of plants

CSRD : Carto des Enjeux

LISI & CSRD : retour d'expérience

lisij

Cartographie des enjeux

- Buts
- 39 sub-topics (21 / 12 / 6) à discriminer
 - Définir enjeux pour LISI

E1a - Climate change adaptation

E1b - Climate change mitigation

E1c – Climate change - Energy

S1a - Working conditions Own W

S1b - Equal treatment & oppor OW

S2c - Other work-related rights VC

G1b - Protection of whistle-blowers

G1c - Animal welfare

G1d - Political engagement

Partis Pris



Sous-thèmes exclus

E3e - Habitat degradation and intensity of pressure on marine resources

S4c - Social inclusion of consumers and/or end-users

G1c - Animal welfare

Equipes



CSRD : Carto des Parties Prenantes

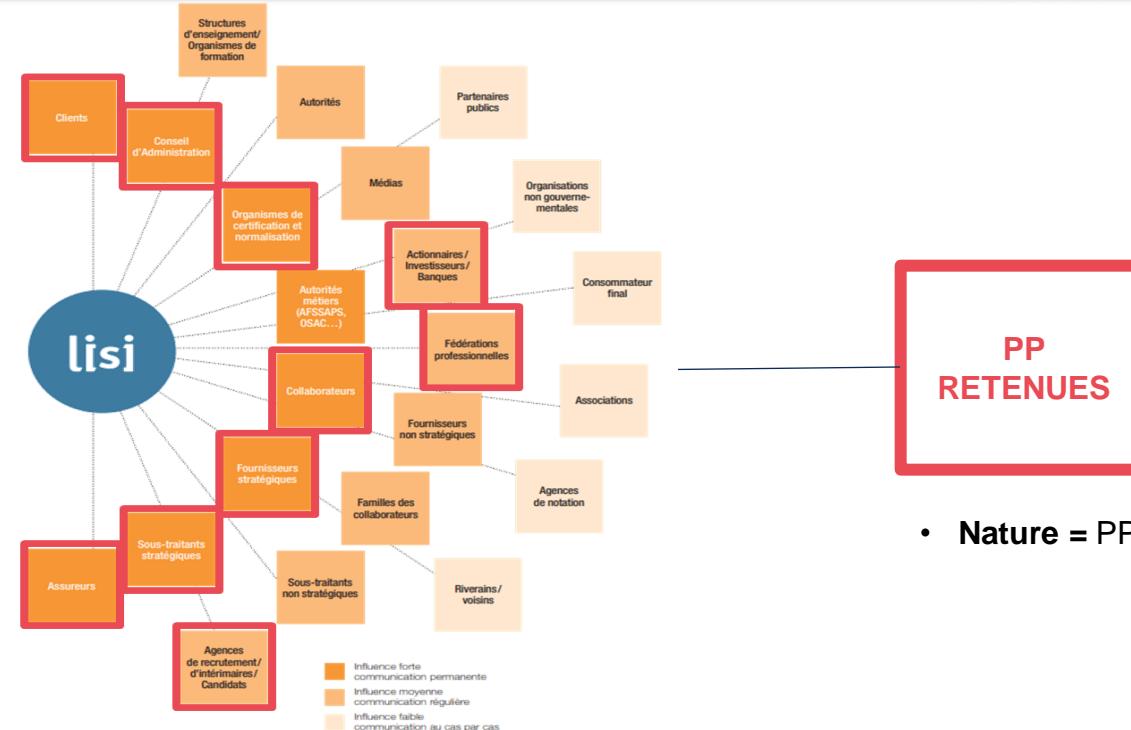
LISI & CSRD : retour d'expérience

lis

Cartographie des Parties Prenantes retenues et pondération

Buts

- Identifier les parties prenantes à interroger
- Cohérence avec PP ISO



- Nature = PP silencieuse

Partis Pris

- Discrimination des PP / influence sur LISI (outside – in) + influence de LISI sur les PP (inside – out)
- Coefficient d'importance par PP
- Détermination population cible pour obtenir réponses pertinentes :



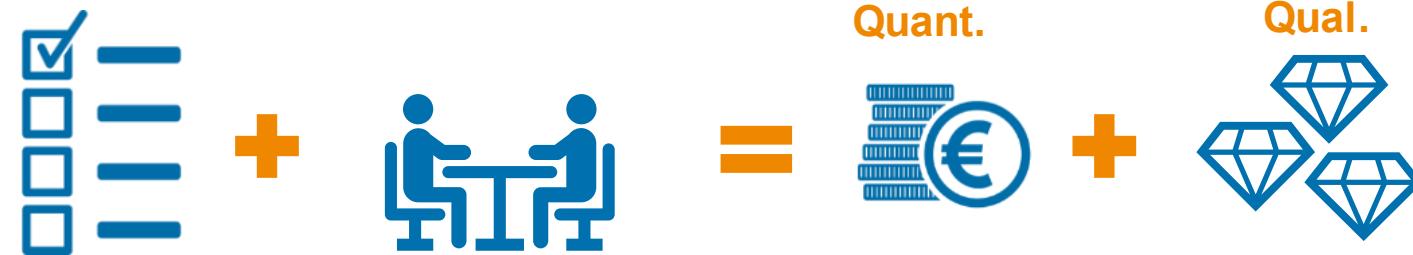
Equipes



Parties prenantes : méthodes d'interrogation et pondération des réponses

Buts

- **Interroger** PP choisies pour recueillir données / enjeux retenus
 - Obtenir des données **quantitatives & qualitatives**



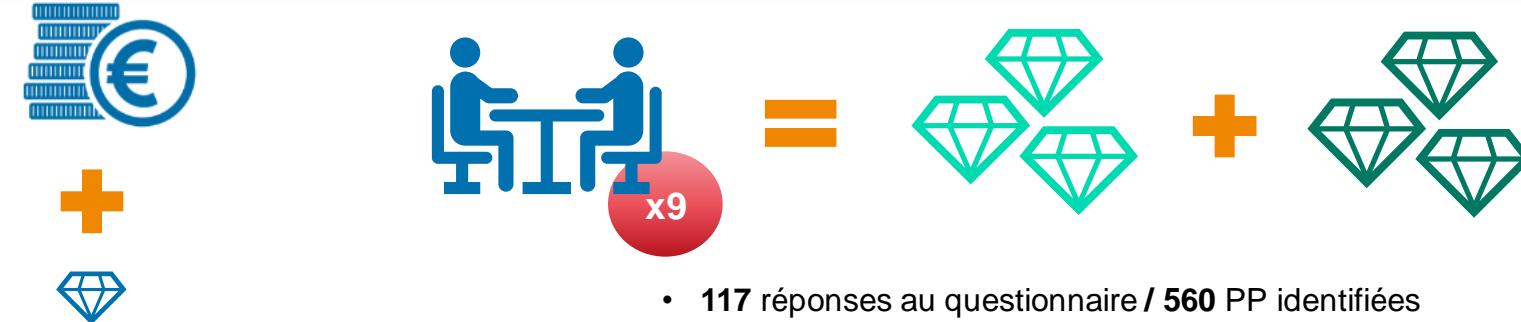
Partis Pris

- Questions / risques
 - Fréquence & gravité

Avec zones de commentaires pour qualitatif

x3

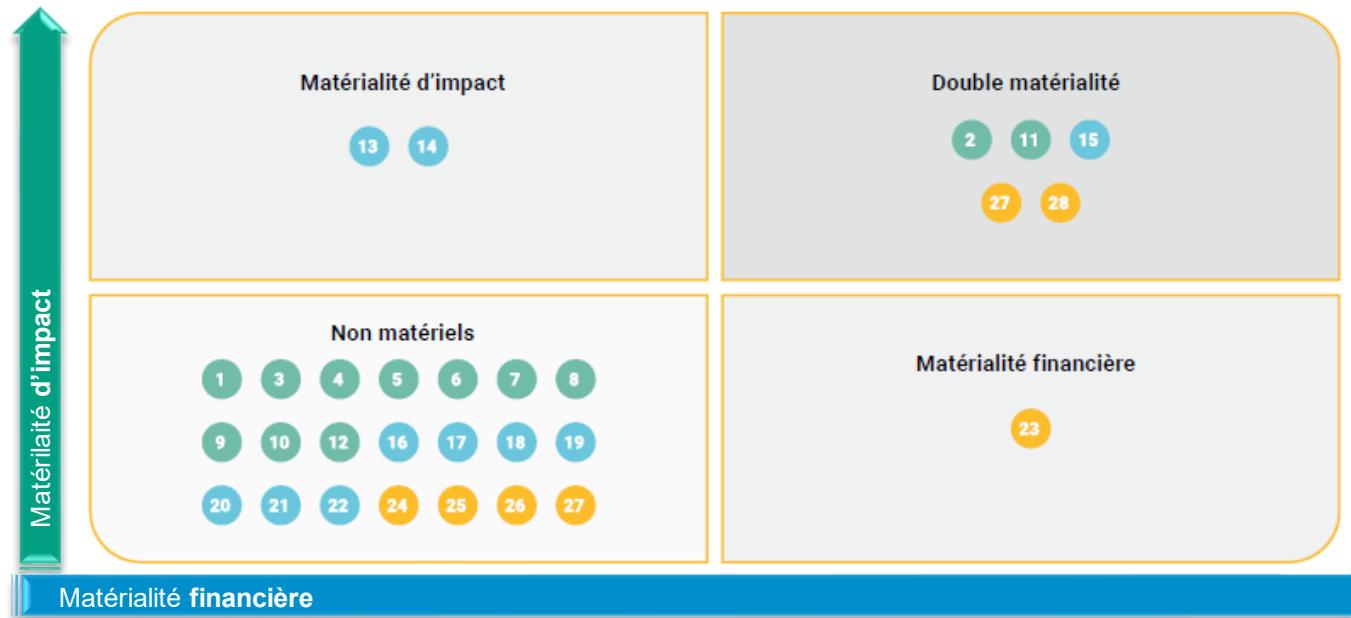
G1 PP G2 PP G3 PP



Equipes



Matrice de double matérialité



- **Détermination et évaluation détaillée des IRO**
- **8 des 29 enjeux** sont matériels,
 - **5 doublements** matériels,
 - **2** pour matérialité **d'impact**,
 - **1** pour matérialité **financière**

Matérialité financière

3P	Pilier	ESRS	Sous-thème	Financier	Impact
23	PROFIT	Gouvernance	G1 Culture d'entreprise	2,93	1,20
2	PLANET	Environnement	E1 Atténuation du changement climatique	2,17	2,21
11	PLANET	Environnement	E5 Ressources entrantes, y compris utilisation des ressources	1,81	1,93
13	PEOPLE	Social	S1 Conditions de travail - Santé et Sécurité	1,33	2,32
15	PEOPLE	Social	S1 Développement du capital humain	3,62	1,99
14	PEOPLE	Social	S1 Attirer et fidéliser les talents - Conditions de travail - employés LISI	1,43	2,42
27	PROFIT	Business Durable	BD.b Sécuriser nos ressources financières	1,71	2,48
28	PROFIT	Business Durable	BD.c Innovation, Qualité et Sureté	4,00	2,44

• Seuil de matérialité : 1,7

CSRD : Data Points

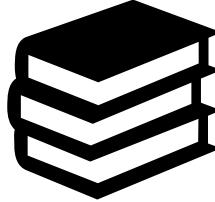
LISI & CSRD : retour d'expérience

lisij

Data Points : Review of EFRAG's requirement & listing of existing within LISI (Materials Datapoints & Gap Analysis)

Buts

EFRAg



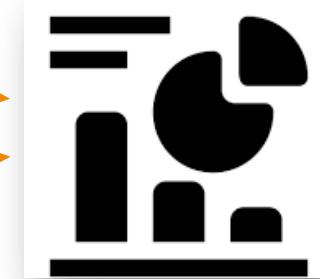
lisij

+

SI LISI



Rapport durabilité



- Analyse des 1200 **datapoints théorique / existants LISI** (> 50% déjà publiés)

553
datapoints

Partis
Pris

- **Se baser sur l'existant** (outils de reporting & de formalisation DEU)
- Utiliser **Workiva** comme outil d'**agrégation** des données et d'**intégration** dans DEU

Equipes



URD : Work with IT solution (Workiva)

Buts

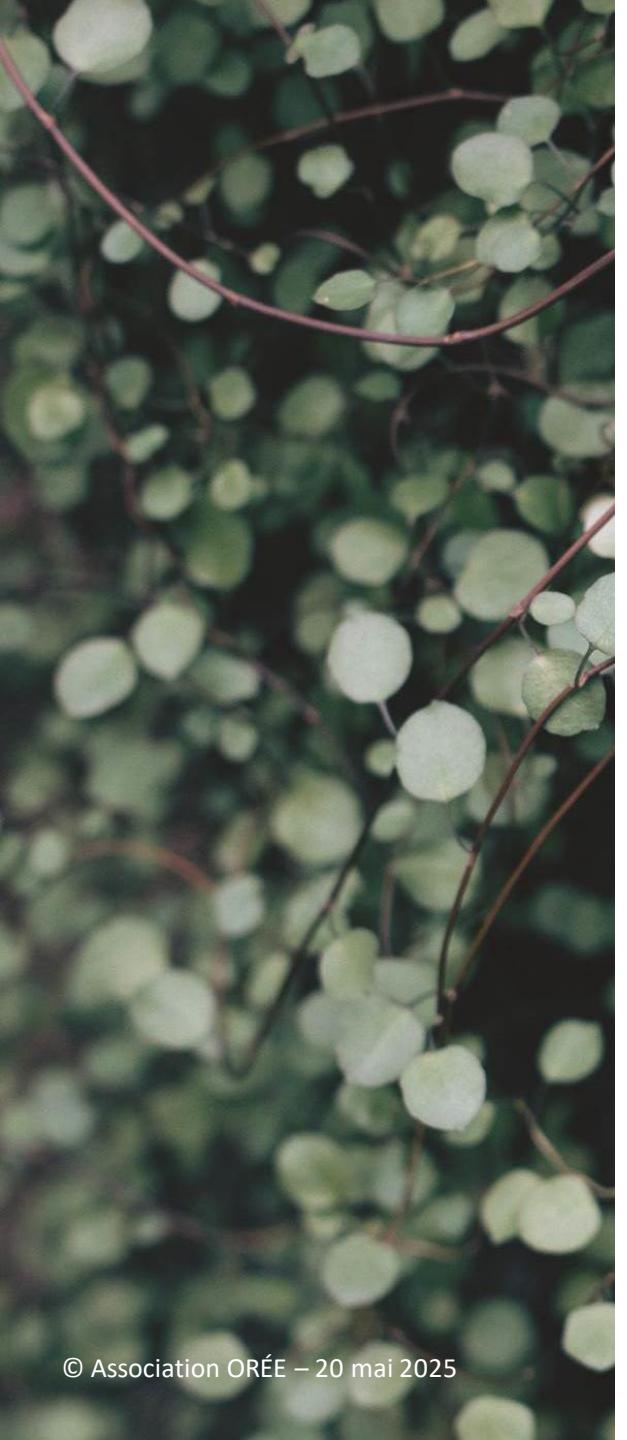
- Refondre le chapitre 4 du **DEU** / exigences EFRAG
- Mettre au point un **sommaire transitoire** entre 2023 & 2025, reprenant la méthodologie **3P**

Partis Pris

- 2024 : garder LISI Risks Management & se baser sur existant
- Coller strictement aux directives EFRAG : **DEU ✗ outil de communication**

Equipes





Questions – réponses

Prochaine séance

« *CSRD : évolutions réglementaires et VSME* »

**La session est organisée en partenariat avec la Commission
Développement durable de l'Ordre des Avocats de Paris**

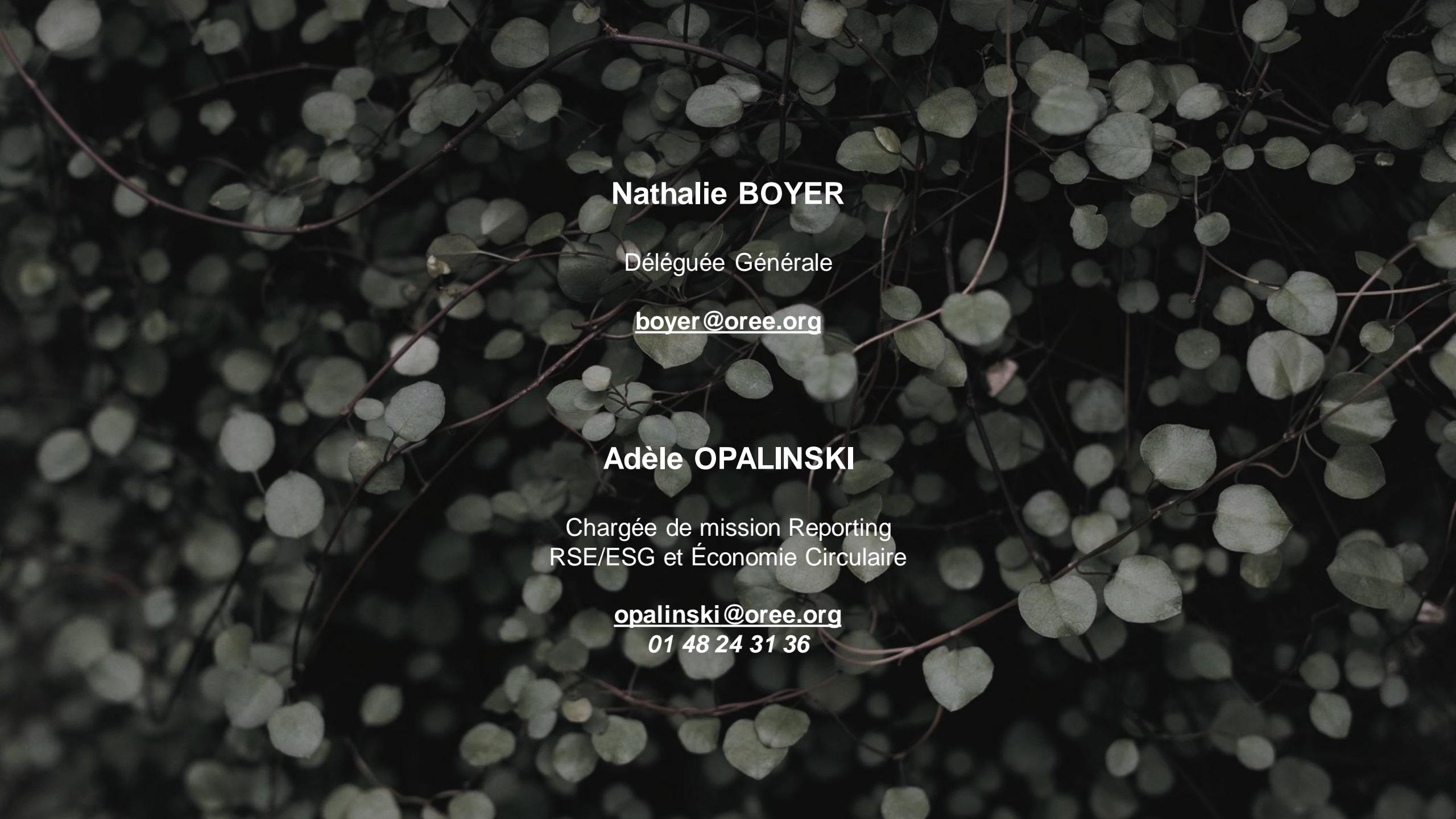
16 septembre 2025 | 9h30 à 12h

Lien d'inscription

En visioconférence

A vos agendas !

- **Le 22 mai 2025 – à partir de 17h30 | Terrasse Party d'ORÉE**
- **Le 3 juin 2025 – 9h30 à 12h | Groupe de Travail - Entreprises & Agriculture (en commun avec l'ORSE) : Comment identifier et hiérarchiser les impacts et dépendances des entreprises liés aux services écosystémiques ?**
- **Le 10 juin 2025 – 14h à 17h30 | Groupe de travail Économie circulaire : Performance d'usages et coopération**
- **Le 12 juin 2025 – 9h30 à 12h | Club Métiers Économie circulaire et Textiles : Vêtements professionnels et matières recyclées : actualités, logistique et solutions de traitement**
- **Le 19 juin 2025 – 9h à 12h30 | Comité francilien de l'économie circulaire (CFEC) : Tourisme circulaire : voyager durable**
- **Le 1^{er} juillet – après-midi | Assemblée Générale d'ORÉE**
- **Le 3 juillet – 9h30 à 12h30 | Club Métiers Déconstruction : REP PMCB : avancées et défis**
- **Le 3 juillet – 14h à 18h | Groupe de travail Biodiversité et Économie : Plans de transition biodiversité et outils de pilotage CSRD**



Nathalie BOYER

Déléguée Générale

boyer@oree.org

Adèle OPALINSKI

Chargée de mission Reporting
RSE/ESG et Économie Circulaire

opalinski@oree.org

01 48 24 31 36



oree